

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2114 - MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2014

Opération de change

Bientôt l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation

En attendant sa mise en application effective prévue pour le 25 septembre, les équipes spécialisées sont déjà sur le terrain pour assurer la vulgarisation, surtout en provinces, de cette nouvelle réglementation sur les opérations de change. Toutes les mesures sont prises par l'Institut d'émission et le gouvernement pour matérialiser la dédollarisation afin de redonner au franc congolais toute sa force et lui permettre de remplir ses fonctions de moyen de paiement et d'unité de compte. À noter que la nouvelle réglementation consacre le franc congolais comme monnaie de transaction sur le territoire national. Toutefois, le gouverneur de la Banque centrale du Congo n'interdit pas les transactions en monnaie étrangère. Cette nouvelle réglementation,



Des liasses de 500 FC

à l'en croire, présente plusieurs avantages notamment sur le plan social où elle consacre l'exclusivité de paiement en monnaie nationale entre rési-

dents et pour les prestations se rapportant aux opérations ayant une incidence sur le vécu quotidien de la population. [Page 12](#)

FSPD

Quinze membres de la Coordination nationale outillés sur le team building

L'atelier organisé le 14 septembre au centre Béthanie à Gombe a permis aux membres de l'ONG Femmes solidaires pour la paix et le développement (FSPD) d'acquiescer de nouvelles compétences et des changements en termes des systèmes structurels, des procédures de gestion organisationnelle, des cultures, des stratégies et prises de décision. Les participants, appartenant essentiellement au groupe cible primaire, ont appris à constituer une bonne équipe et à imprimer un esprit permettant à l'équipe de fonctionner correctement.

Cet atelier est une suite logique de deux premières formations organisées précédemment dans le cadre du projet « Plaidoyer des femmes sur les droits de l'Homme et libertés fondamentales à l'est de la RDC » mené par Femmes Africa solidarité et FSPD et financé par l'Union européenne. [Page 12](#)

C1-DEMI-FINALE ALLER

Mazembe et V.Club en veillée d'armes

Les Corbeaux du TP Mazembe sont en stage de quatre jours à Accra au Ghana et vont rejoindre Sétif en Algérie le jeudi pour se mesurer à l'Entente Sétif le 20 septembre en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique. V.Club, pour sa part, a bouclé les rencontres amicales de préparation et s'entraîne en interne avant d'accueillir le 21 septembre au stade Tata Raphaël de Kinshasa, le CS Sfaxien de Tunisie.

C'est pour la première fois que deux clubs de la RDC accèdent simultanément en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique. Mazembe et V.Club se sont qualifiés dans le groupe A aux dépens d'Al Hilal du Soudan et Zamalek d'Égypte. L'on est sur le point de vivre une finale totalement congolaise au cas où les deux équipes passaient cette étape de la compétition. [Page 13](#)

FESTIVAL TOSEKA

La troisième édition prévue du 25 au 30 août 2015



Le festival est désormais associé à « Juste Pour Rire », leader mondial de l'humour et organisateur des plus grands festivals du rire au monde. Cette collaboration soutenue par l'Organisation internationale de la Francophonie se traduira par les conseils, l'aide et les échanges d'expériences entre les deux partenaires afin de placer Kinshasa à la place qui lui revient sur la carte des capitales mondiales de l'humour, ont expliqué les organisateurs au cours d'un point de presse tenu le 16 septembre à l'hôtel Memling.

Cet effort structurant, combiné au sérieux des partenaires, sera bénéfique pour le rayonnement culturel de la RDC. Après deux éditions organisées en 2012 et 2013, le festival « Toseka » entend élargir son spectre en 2015 avec une journée réservée aux professionnels appuyée par différents ateliers ouverts au public. [Page 13](#)

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD-CADRE

Les parties prenantes invitées à une contribution effective

Il découle du deuxième rapport du Groupe de travail pour le suivi de la mise en œuvre dudit accord et de la Résolution 2098 de l'ONU publié le 16 septembre que l'application des engagements y relatifs est à « géométrie variable » selon qu'on se situe au niveau de la RDC, du côté des États de la région ou au niveau de la Communauté internationale. Des six engagements renouvelés du gouvernement de la RDC, seuls la réforme du secteur de la sécurité, la consolidation de l'autorité de l'État, le développement des infrastructures et la promotion des objectifs de la réconciliation connaissent un début de réalisation. Dans ses conclusions, le Groupe de travail suggère à la communauté internationale de quitter le mode urgence dans les interventions et actions à mener pour s'inscrire dans la durabilité et prétendre à des résultats escomptés. [Page 12](#)



François Muamba, coordonnateur du mécanisme

ÉDITORIAL

Ébola

Ce que nous rappelle tragiquement la fièvre Ébola qui sévit en Afrique de l'Ouest et, plus près de nous, dans des zones isolées de la République démocratique du Congo, c'est que l'homme ne peut se mettre à l'abri des maladies épidémiques qu'en respectant des règles sanitaires aussi strictes qu'élémentaires. Et ce rappel concerne tous les peuples du continent, le nôtre y compris, alors même que la grande majorité des populations africaines ne sont pas touchées par le mal et ne le seront vraisemblablement pas, contrairement à ce que laissent entendre les grands médias internationaux.

L'hygiène est, en effet, plus que jamais la clé du développement harmonieux des sociétés humaines. Partout où ses lois élémentaires sont respectées, la durée de vie des hommes et des femmes s'allonge. Partout où elles sont ignorées, bafouées, jugées secondaires, elle se réduit insidieusement, voire même de façon dramatique, lorsque fondent sur les groupes humains les maladies qui se transmettent par un simple toucher.

Qu'il le veuille ou non, l'homme demeure un être vulnérable. Même s'il maîtrise de mieux en mieux la nature par définition hostile qui l'entoure, il reste soumis aux mille et un dangers que son inconscience, son ignorance, son orgueil même lui font ignorer. En témoigne : le fait que, malgré les progrès immenses accomplis dans les dernières décennies sur le plan médical, de redoutables épidémies le menacent toujours contre lesquelles seule la mobilisation internationale peut lutter efficacement.

Tout ceci pour dire que même si le Congo n'est pas touché par l'épidémie de fièvre Ébola, celle-ci nous offre une bonne, très bonne occasion de renforcer, sur toute l'étendue du territoire, les dispositifs sanitaires existants. Et aussi pour rappeler, avec force à chaque citoyen, à chaque citoyenne, qu'ils ont une responsabilité personnelle dans la protection de leur pays contre ce genre de maladie. Observer scrupuleusement les règles de l'hygiène individuelle et collective, maintenir propre l'environnement, débarrasser les rues et les parcelles des produits en décomposition qui les encombrant, nettoyer systématiquement les cours d'eaux sont autant de gestes simples qui nous protégeront. Le moment présent n'est-il pas idéal pour le rappeler avec force ?

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LOCALES

Formation d'une centaine de femmes candidates

La formation organisée, du 16 au 19 septembre à Brazzaville, va permettre aux femmes de mieux assumer les fonctions électives.

« Le nombre très faible de femmes occupant des fonctions publiques constitue un déficit qu'il faut redresser. La justification du choix des femmes réside dans la volonté des partenaires au développement d'obéir à l'impératif de promouvoir le droit des femmes à participer de plus en plus aux élections, mais surtout d'assumer des fonctions électives », a déclaré le représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Congo, Anthony Kwaku Ohe-meng-Boamah. « La démocratie a cessé d'être exclusive pour tendre à être plutôt inclusive et participative. C'est dans cette perspective que tous les acteurs doivent être désormais considérés et permettre ainsi, notamment aux femmes, de prendre toute leur place légitime », a-t-il déclaré.

Cette formation rejoint le projet d'appui au renforcement des acteurs étatiques et non étatiques du processus électoral. Elle comprend une série de modules à l'intention des femmes candi-

dates, des acteurs de la société civile et des professionnels de l'information et de la communication. Ce programme permettra à chacune de ces femmes de jouer sa partition.

Le renforcement des capacités de ces différents acteurs sera réalisé avec l'appui de l'Institut Gorée du Sénégal. « Nous sommes convaincus que ces formations vont permettre aux acteurs et partenaires concernés par les élections locales de participer convenablement à cette échéance qui boucle le cycle électoral initié en 2009, contribuant ainsi à l'affermissement de la démocratie congolaise, pour mieux aborder le prochain cycle qui s'ouvrira en 2016 », a souhaité le représentant du PNUD au Congo, avant d'exhorter les participants à tirer le meilleur avantage de ces sessions, afin d'accompagner sereinement la tenue des élections locales du 28 septembre prochain.

En rappel, depuis près de quatre ans, le bureau du PNUD a mis en œuvre ce programme

avec plusieurs acteurs au développement. Il permet d'assurer un climat de paix au cours de la campagne relative aux élections locales. Pour ce faire, les ministères en charge de l'Intérieur et de la Promotion de la femme ainsi que le Conseil supérieur de la liberté de la communication organisent du 16 au 25 septembre à Brazzaville, une campagne d'information en faveur des candidates et d'autres parties prenantes à cette consultation.

Cette campagne se tient sous forme d'ateliers de formation et de sensibilisation.

Elle regroupera, des femmes candidates pour consolider leur compétitivité et leur donner davantage de chance d'être élues. Après ce premier groupe, les professionnels de l'information et de la communication bénéficieront d'un renforcement de leurs capacités en ce qui concerne le monitoring des médias en période électorale. Cette campagne sera bouclée le 25 septembre par la formation des observateurs et analystes nationaux issus de la société civile.

Josiane Mambou Loukoula

ÉLECTIONS DES SÉNATEURS

Le collège électoral convoqué pour le 12 octobre

Par décret n° 2014-458 du 12 septembre 2014, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, convoque le collège électoral pour l'élection des sénateurs, le 12 octobre 2014. Ce scrutin concerne les départements du Niari ; de la Lékoumou ; des Plateaux ; de la Cuvette-Ouest ; de la Likouala et du Pool. En dehors du renouvellement du Sénat, les départements de Brazzaville et de la Bouenza sont convoqués au titre des élections partielles.

Notons que les sénateurs sont élus au suffrage universel indirect par les conseillers départementaux et municipaux. Ces derniers sont, à leur tour, élus au suffrage universel direct par tous les Congolais en âge de voter.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

TRANSPORT AÉRIEN

Air France annonce de meilleures commodités sur des vols longs courriers

À l'occasion de son exposition « Air France, France is in the Air », organisée le lundi au Grand Palais de Paris, en France, la compagnie aérienne a présenté à la presse internationale, les résultats de son vaste projet de montée en gamme, une offre destinée aux vols longs courriers.

La nouvelle gamme, baptisée « Best and Beyond », intègre le plan de développement de la compagnie dont le premier volet vise l'amélioration des conditions de voyage dans les cabines Premium Economy, Business et Première. Elle confère à Air France-KLM un atout concurrentiel du point de vue de la qualité des équipages et de sa proximité avec ses clients en tenant compte des besoins liés à la langue mais aussi des réalités culinaires sur ses 250 destinations à travers le monde. « Ce volet emblématique de notre plan Transform 2015 est un investissement de plus de 500 millions d'euros dans les produits de la compagnie. Notre ambition est de placer Air France au meilleur niveau mondial, et de faire la différence grâce à une relation attentionnée envers chaque client », a précisé le président directeur général de la compagnie, Frédéric Gagey.

La montée en gamme se heurte aux revendications des pilotes

À quelques semaines de la mise en service des nouvelles cabines sur certaines lignes, la

montée en gamme d'Air France n'est pas acceptée par plus de la moitié des pilotes de cette compagnie. Ces derniers ont lancé, depuis, un mouvement de grève qui se traduit par la réduction de 60% des dessertes des vols d'Air France. Malgré cette tension sociale, la volonté de la direction reste inébranlable quant à poursuivre le développement amorcé voici quatre années. « L'exposition "Air France, France is in the Air", témoigne notre engagement sur le long terme tandis que la grève est une situation à court termes qui n'annihile pas la vision de développement de la compagnie », a indiqué Franck Legré, directeur Afrique d'Air France.

Il a expliqué qu'à travers son programme de rénovation, la compagnie française vise à atteindre un niveau haut de gamme pour espérer se maintenir parmi les meilleures compagnies aériennes du monde. « Nous sommes désolés par cette grève qui porte préjudice à nos clients. Mais nous faisons de notre mieux pour trouver une solution dans le délai », a rassuré, lundi, le président directeur général à l'ouverture



Les responsables d'Air France KLM à l'ouverture de l'exposition

de l'exposition. Selon la direction d'Air France, la nouvelle gamme sera opérationnelle, dans un premier temps sur des destinations telles que : Paris-Singapour-Jakarta dès la fin de septembre. Suivront, à la fin de l'année : New York, Shanghai et Tokyo. Les vols équipés de nouvelles cabines à destination de l'Afrique interviendront courant 2015, notamment sur Libreville où une exposition africaine des dites cabines est prévue au mois de décembre 2014. À propos, les nouvelles cabines d'Air France prennent en compte des innovations tech-

nologiques qui offrent un large panel de services à bord. Les passagers ont ainsi des possibilités de brancher un ordinateur ou un téléphone, avec un port USB, pour un choix personnalisé de musique ou de films.

L'Afrique, une destination majeure

Avec des premiers vols qui remontent dans les années 1930 en direction de l'Afrique, la compagnie Air France accorde une importance à cette destination qui contribue, selon le directeur Afrique, à 16% dans son chiffre d'affaire. « La stra-

tégie de notre compagnie en Afrique vise à accompagner ce continent considéré comme celui d'avenir au 21^e siècle », a indiqué Franck Legré.

Dans ce continent qu'Air France considère comme un partenaire de longue date, avec environ quatre mille agents, une attention est nécessaire. D'où l'engagement de mettre en place très prochainement des nouveaux tarifs qui tiennent compte du pouvoir d'achat des populations. La compagnie envisage une baisse des coûts estimée à plus de 15%. Objectif : améliorer les mini-tarifs.

Guy-Gervais Kitina

ÉLECTIONS LOCALES

L'URC engage la course

L'Union pour la restauration du Congo (U.R.C), de Dominique Basseyla, a officiellement lancé le 15 septembre à Brazzaville, sa campagne pour le scrutin local du 28 septembre prochain. Le top pour cette course a été donné lors de la huitième session extraordinaire du bureau politique, élargie aux têtes de listes.

« Les élections locales qui se tiennent le 28 septembre prochain, sont l'occasion que notre formation politique doit saisir pour assurer son existence véritable au sein de la classe politique de notre pays », a fait savoir Dominique Basseyla dans son adresse aux responsables et militants de ce parti. « Vous devez savoir qu'un parti politique se crée non pour simplement exister, mais pour participer à la gestion des affaires nationales. Il s'agira donc pour notre jeune formation politique, de jouer dans un proche avenir, un rôle remarquable au niveau des institutions à vocation locale, à savoir les conseils départementaux et municipaux », a-t-il insisté. Dominique Basseyla a en outre convié les futurs candidats à ces élections d'utiliser un message franc et direct pour susciter l'adhésion des Congolais aux valeurs que symbolise le logo de ce parti à savoir l'ananas. Au niveau des districts, a-t-il rappelé, ce message devra être axé sur la participation au développement agricole et rurale véritable de ces localités. « Vous devez mener une campagne électorale qui se veut exemplaire. Ne succombez pas à la tentation de vous livrer au dénigrement des autres candidats ou à des attaques personnelles. Il vous faut expliquer le sens politique de notre parti et les valeurs que prône notre formation politique », a-t-il fait remarquer. Le président de l'U.R.C a d'autre part rappelé aux candidats le mode de scrutin retenu pour ces élections : la représentation proportionnelle. Chaque liste, a-t-il souligné, se voit alors attribuer autant de sièges que son nombre de suffrages contient de fois le quotient électoral. « Vous devez donc veiller à ce que cette règle soit correctement appliquée et instruire les délégués dans les bureaux de vote pour que l'opération de répartition des sièges ne soit entachée d'aucune irrégularité », a-t-il lancé aux membres de son parti qui s'est positionné dans 63 circonscriptions à travers le pays.

Jean Jacques Koumba

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Le Pade propose la création d'une école de transformation du cacao

Afin de résoudre le problème de la main d'œuvre qualifiée et améliorer la contribution des filières vivrières dans le Produit intérieur brut (PIB), le Projet d'appui à la diversification de l'économie (Pade), propose notamment la création d'une école technique sur la transformation du cacao.

La recommandation a été formulée à l'actif du ministère de l'Agriculture et de l'élevage représenté par son directeur de cabinet, Jean Fulgence Mouangou, lors de la présentation du rapport provisoire d'une étude réalisée par le cabinet Sopex, sur les perspectives d'investissement et l'amélioration des filières vivrières au Congo. Avant sa validation par le ministère de tutelle, le Pade propose que l'on intègre dans ce document, le volet étude de faisabilité, les éléments d'attractivité des gains de production puis, inscrire dans le développe-

ment de la filière cacao, les aspects de lutte contre la déforestation et le changement climatique.

Les opportunités d'investissements de ladite filière devraient également ressortir, avant de compléter le plan d'action par une matrice d'intervention en termes de financements.

S'agissant des recommandations formulées en vue du développement du secteur agricole en général, le Pade souhaite que le ministère concerné, réhabilite les stations pilotes existantes et crée des structures de relais. La redynamisation de

la recherche agricole puis l'amélioration du dispositif de production de semences améliorées, contribueront également à l'émergence de ce secteur.

Cependant, pour développer l'agrobusiness et limiter les importations, il est souhaitable d'actualiser la cartographie des sols, en prenant en compte le volet mécanisation.

Notons que cette étude supplémentaire obéit à la stratégie du Pade qui consiste entre autres, à accumuler le maximum d'information et de données pour la promotion des investissements dans les secteurs hors pétrole, en vue d'augmenter de 5% à 10%, la contribution du secteur privé au PIB.

Lopelle Mboussa Gassia

Le Roi fait son retour en tant que président du Groupe UBA

Le Conseil d'Administration de United Bank for Africa (UBA) a annoncé aujourd'hui la nomination de Mr Tony O. Elumelu en tant que son Président. Mr Elumelu succède ainsi à l'Ambassadeur Joe Keshi.

Mr Elumelu est le Président / Directeur Général de Heirs Holdings, la compagnie panafricaine d'investissement, fondée par Mr. Elumelu en 2010, qui détient des participations dans un certain nombre de grandes entreprises africaines, y compris Transcorp, le plus grand conglomérat nigérian par capitalisation boursière ainsi que UBA. Mr Elumelu a pris sa retraite en tant que Directeur Général du groupe et Directeur Général de UBA en 2010. Suite à l'introduction par la Banque centrale du Nigeria de la limitation des mandats des directeurs de banques à 10 ans, il avait servi en tant que Directeur Général du groupe UBA pendant 13 ans, où il a été responsable de la création de UBA telle qu'on la connaît aujourd'hui ; une institution de services financiers qui a construit une réputation pour l'innovation et la démocratisation des services bancaires et qui désormais s'étend sur l'Afrique, fournissant des services à plus de 10 millions de clients, sur tout le continent ainsi qu'à Londres, Paris et New York. Largement considéré comme l'un



des chefs d'entreprise les plus influents en Afrique, Elumelu a développé une réputation pour identifier de la valeur et apporter une orientation d'investissement à long terme et de la discipline dans les secteurs critiques pour le développement de l'Afrique notamment les services financiers, l'énergie, le pétrole, le gaz, l'agro-industrie, l'immobilier et l'hôtellerie. En tant que fondateur de la Fondation Tony Elumelu, une philanthropie basée en

Afrique et financée par l'Afrique, Mr. Elumelu est engagé dans la promotion de l'entrepreneuriat en

Le Roi lion fait son retour en tant que président du Groupe UBA

Afrique, basée sur la défense de son idéologie, l'Africapitalisme, la philosophie qui prône l'engagement du secteur privé africain dans la transformation économique et sociale du continent.

La Présidence de UBA va venir en complément des positions actuelles qu'occupe Mr. Elumelu au sein des entreprises du portefeuille de Heirs Holdings notamment la Présidence de Transcorp, le plus grand conglomérat nigérian par capitalisation boursière.

« La performance de Tony Elumelu en terme de résultats à UBA parle d'elle même. Son retour au Conseil d'Administration apporte une connaissance approfondie et une expérience inégalée de l'industrie des services financiers africains. C'est un privilège de le voir diriger le Conseil à ce stade critique de notre développement », a déclaré M. Phillips Oduzoa, Directeur Général du Groupe / Directeur Général UBA. »

Avec des opérations dans 19 pays africains et une présence à New York, Londres et Paris, UBA est l'une des plus larges institutions de

services financiers en Afrique. La Banque a récemment dévoilé son projet Alpha, une feuille de route de 3 ans d'initiatives de transformations clés, destinées à consolider le positionnement stratégique du Groupe et à exploiter pleinement les possibilités offertes par la renaissance économique de l'Afrique et la plate-forme unique du Groupe UBA. Mr Elumelu a fait la déclaration suivante:

« Je suis très impatient de retourner au Groupe. UBA représente une opportunité d'investissement énorme, et est à un point d'inflexion dans sa trajectoire de croissance. Nous avons une équipe dirigeante extrêmement puissante et j'ai hâte d'apporter mon expérience et mon énergie, pour guider la stratégie à long terme de UBA. Les services financiers restent l'un des principaux moteurs de la croissance africaine, à la fois en termes d'inclusion sociale et d'intégration régionale, et le Groupe UBA fournit une plateforme unique pour offrir à la fois une valeur extraordinaire et favoriser la réussite économique de l'Afrique.

Je tiens également à remercier mon prédécesseur, l'Ambassadeur Keshi et l'ensemble du conseil d'Administration pour leur contribution à la croissance et le développement de la Banque ».

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE,
PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION
QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI ET
DE LA MAIN D'ŒUVRE

DIRECTION GENERALE

CELLULE DE GESTION DES MARCHES PUBLICS

SECRETARIAT PERMANENT

N° 001 / METPFQE/ONEMO/DG/CGMP/SP

AVIS AU PUBLIC

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de ses agents, l'ONEMO a prévu, dans son budget exercice 2014, de passer un **marché des travaux de construction d'un bâtiment R+1 qui abritera la Direction départementale ONEMO-Pointe/Noire.**

A cet effet, l'Office National de l'Emploi et de la Main d'œuvre (ONEMO) informe les entrepreneurs désireux de soumissionner au dit marché, de bien vouloir contacter la Cellule de Gestion des Marchés Publics de l'ONEMO pour consultation et achat des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO).

NB : La date limite du dépôt des Offres de soumission est fixée au **07 octobre 2014 à 11 heures précises.**

Contact : **Bureau Cellule de Gestion des Marchés Publics de l'ONEMO**
Service des Etudes et Planification.

Téléphone : **05 528 50 50**

06 952 17 04

Fait à Brazzaville, le **08 SEPT 2014**

Le Responsable de la Cellule de Gestion
des Marchés Publics de l'ONEMO.



OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'ŒUVRE (ONEMO), AV. Edith Lucie BONGO ONDIMBA Tél. : + (242) 06 664 87 34 - B.P. 2006 Brazzaville - E-mail: onemcongo@yahoo.fr / www.onemcongo.org



CENTRE AFRICAIN POUR LE DROIT & LE DEVELOPPEMENT



7^e édition du CONGRES AFRICAIN DES JURISTES D'AFFAIRES - COJA 2014 -

Thème central :

« **Droits, pratiques et contentieux fonciers et immobiliers en Afrique** »

Le CADEV organise, en partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), la VII^e édition du Congrès Africain des Juristes d'Affaires (COJA 2014). Ce sera du 7 au 9 octobre 2014 à Brazzaville.

Le COJA, qui se tient régulièrement depuis 2008 dans un pays différent, est aujourd'hui la plus grande rencontre annuelle de Juristes dans l'espace OHADA.

Organisé autour de nombreuses présentations techniques et ateliers d'échanges, l'édition de Brazzaville portera, entre autres, sur les sujets ci-après, tous d'un intérêt pratique éloquent :

- L'analyse de la procédure et du contentieux du titre foncier à travers différents pays ;
- Le contentieux de la vente foncière et immobilière, y compris les problèmes liés aux successions ;
- L'étude des problèmes fonciers posés par les infrastructures publiques et privées : Déclaration d'Utilité Publique, expropriations, déguerpissements et indemnisations ;
- L'étude des contrats d'exploitation foncière signés par les Etats et les investisseurs fonciers (agro-industries, mines, pétroles) étrangères, y compris le règlement des contentieux y relatifs devant les instances arbitrales internationales (CIRDI, CCI) ;
- L'étude des garanties bancaires immobilières ;
- La sécurisation de l'immobilier d'entreprise : valorisation des espaces fonciers, gestion des immeubles d'entreprise, gestion des emprises foncières et des relations avec les riverains et autres exploitants mitoyens.
- La pratique de la vente aux enchères d'immeubles : procédure et contentieux ;
- L'étude du régime juridique et fiscal ainsi que le mode de gestion des Sociétés Civiles Immobilières.

La teneur et la complexité des sujets, ajoutées à la diversité de nationalités et d'horizons professionnels des intervenants confirmés et des participants attendus augurent des échanges riches, houleux et édifiants. De ce point de vue, le COJA 2014 s'inscrit dans l'esprit des six précédentes éditions et conforte la dimension hautement pédagogique et professionnelle de cette manifestation unique en son genre.

Le COJA 2014 s'adresse aux Juristes d'entreprises, aux professionnels du droit et magistrats, aux entreprises publiques et privées, aux administrations dédiées, aux Promoteurs immobiliers et à toute personne intéressée par les questions foncières/immobilières.

Frais de participation : 500 000 F cfa ou 1000 USD, comprenant la participation au Congrès, la documentation, les pauses-café et repas ainsi que l'excursion touristique.

Date limite pour les inscriptions : 30 septembre 2014.

Informations – Inscriptions – Paiements :

CADEV, Brazzaville, Rue MFOA, Centre-ville - Tel: +242 05 589 98 00 / 06 688 77 77
Email: cadev@cadervafrique.org - web: www.cadevafrique.org
Contact: Dr. Sadjo OUSMANOU

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« La démocratie suppose une majorité qui gouverne et une opposition qui s'oppose. Quand vous voyez votre allié se rapprocher de l'opposition, rapprochez-vous également d'elle pour ne pas être le dindon de la farce. »

Hama Amadou, président de l'Assemblée nationale nigérienne (en fuite), Jeune Afrique du 15 septembre 2014

« Pour paraphraser Simone de Beauvoir, «on ne naît pas citoyen, on le devient». Et, on le devient par la Constitution. Pas que par elle mais par elle aussi. »

Dominique Rousseau, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Paris-I, Libération du 26 février 2014

« Si tous les dirigeants peuvent décréter le changement (rupture), peu sont capables de le mener à terme avec succès. »

Moubarack Lo, président du Mouvement pour un Sénégal émergent (Mousem), Le Quotidien du 13 septembre 2014

« Il ne faut pas se faire d'illusion : si les enseignants qui ont du chemin à faire sont sous coupe réglée, s'ils ne sont pas suffisamment libres, il n'y aura ni innovation ni développement, parce que la recherche relève de la liberté et de l'ouverture d'esprit, de l'audace, du défi et même de la contestation. »

Abou Bakr Moreau, enseignant-chercheur, Études américaines, Flsh/ Ucad de Dakar, Le Quotidien du samedi 13 septembre 2014

« Le cinéma est le témoin du mystère humain, de ce que l'on est. L'art possède une puissance cathartique évidente. »

Bruno Dumont, cinéaste français, L'Express, n°3297 du 10 septembre 2014

OYO / CUVETTE

L'hôpital général en phase de finalisation

Deux membres du gouvernement se sont rendus, le 16 septembre, à Oyo dans la Cuvette pour se rendre compte de l'évolution des travaux de construction de l'hôpital général.

Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands travaux, Jean-Jacques Bouya, était accompagné de son collègue de la santé, François Ibovi. Le site de ce centre hospitalier occupe une superficie de deux hectares comprenant l'hôpital spécialisé et les logements du personnel soignant.

Démarrés en novembre 2008, ces travaux, prévus pour durer huit ans, sont réalisés par la société chinoise BRCC, sous le contrôle technique de la société Socotex. Cet hôpital comprend cinquante bâtiments de R+1 en majorité, répartis en trois lots avec une capacité d'accueil de 600 patients à raison de deux cent lits par lots.

La visite a concerné tous les bâtiments en passant notamment par les services de

laboratoire; de radiologie; d'angiographie; chirurgie; d'urgences; d'imagerie à résonance magnétique, etc. À cette occasion, les ministres ont émis le souhait d'aménager un parking et de retoucher les portes d'entrée des services d'urgences. « Nous sommes à 98% de réalisation de travaux. Nous allons regarder avec le ministre de la Santé en collaboration avec les équipes de coordinations des deux ministères pour élaborer un programme en vue de l'ouverture ou de la réception de cet hôpital ».

Un besoin important en ressources humaines

Le ministre François Ibovi a expliqué que le Congo a besoin de renforcer le volet des ressources humaines avec la construction des hô-

pitaux généraux dans tous les chefs-lieux des départements du pays. « Un médecin ne se forme pas en un an ou en trois ans... Un hôpital général a pour vocation de regrouper en son sein plusieurs spécialités. Il n'a pas besoin que des généralistes mais des spécialistes. Pour cette structure, il faut un minimum de quatre-vingt spécialistes dont deux par service et vingt généralistes avant d'ajouter également la nécessité du volet technique », a-t-il indiqué.

Déplorant l'insuffisance en ressources humaines, il a rappelé que malgré l'effectif de 500 étudiants congolais en formation à Cuba, l'année dernière et le départ de plus de 600 étudiants dont soixante-seize médecins qui partiront cette année, le système sanitaire congolais accuse un déficit en ressources humaines.

Lydie Gisèle Oko

MÉDIAS

La presse congolaise solidaire avec Élie Smith

Le Réseau panafricain des journalistes, l'Association des éditeurs de presse du Congo et l'Observatoire congolais des médias ont apporté leur soutien moral au journaliste et directeur général de MNTV, Élie Smith. Ce dernier a été victime d'agressions dans la nuit du 9 au 10 septembre à son domicile.

« Nous avons voulu qu'il ne se sente pas seul, car c'est un acte condamnable. C'est ainsi que nous lui exprimons notre solidarité », a déclaré le président de l'Association des éditeurs de presse du Congo, Joachim Mbanza. Des propos relayés par le président du Réseau panafricain des journalistes, Adrien Wayi Lewy qui a déclaré : « Notre confrère a été victime d'un

braquage. Suite à cet acte condamnable, un sentiment d'indignation a traversé toutes les rédactions de la presse congolaise qui, réunie ce jour, condamne cet acte odieux et félicite la police nationale congolaise pour la célérité dont elle a fait preuve dans l'aboutissement de l'enquête ouverte à cet effet. »

En effet, les présumés au-

teurs de l'acte ont été officiellement présentés à la presse. « Cette action de la police congolaise rassure l'opinion nationale en général et le monde de la presse en particulier. Le souhait de tous les journalistes congolais est que ces présumés coupables soient traduits en justice afin qu'ils répondent de leurs actes », a conclu Adrien wayi qui avait à ses côtés, outre le directeur de publication de l'hebdomadaire catholique La semaine Africaine, un doyen de la corporation : Bernard Mackiza.

Josiane Mambou Loukoula



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
GMP12	Audit et contrôle des contrats des marchés publics	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP03	Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet	5 jours	13 au 17 octobre 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialiste, Chef de projets, Chef de cellules de passation des marchés etc.	5 jours	20 au 24 octobre 2014
EP04	XXAssurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	27 au 31 octobre 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La faim en nette régression dans le monde, mais...

L'objectif de diminuer de moitié le nombre des affamés d'ici à 2015 ne sera pas atteint mais la tendance amorcée depuis 20 ans est à accentuer

Faut-il voir la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine? Les données libérées par le dernier rapport annuel FAO-PAM-FIDA, mardi, incitent surtout à redoubler d'efforts, puisque mourir de faim dans une planète qui n'a jamais autant produit des biens de consommation est un paradoxe qui ne peut laisser les consciences tranquilles. En dix ans, le nombre de personnes souffrant de la faim a bien diminué de 100 millions depuis une décennie, et même de 209 millions depuis 20 ans.

Mais il ne s'agit là, à peine, que de la population réunie de trois à quatre pays africains. Ces résultats, soulignent les experts de la FAO réalistes, ne permettront pas d'atteindre l'objectif de diminuer de moitié d'ici à 2015 le nombre des personnes qui dorment sans rien dans le ventre chaque soir. Le monde en compte encore 800 millions : toujours trop ! « Nous pouvons faire beaucoup plus », reconnaît la FAO.

« Il nous faut intensifier nos efforts en direction des populations les plus isolées », car en Afrique sub-saharienne notamment, « une personne sur cinq souffre encore de la faim », rappelle Ertharin Cousin, direc-

trice générale du Programme alimentaire mondial (PAM) ayant lui aussi, comme les deux autres organismes, son siège à Rome. Pour Mme Cousin, pour éradiquer totalement la faim dans le monde, il faut affronter « les conflits qui se transforment en crises alimentaires, comme c'est le cas en Irak, en Syrie, au Soudan du Sud et en Centrafrique ».

Les organismes de l'ONU attirent aussi la sonnette depuis quelques temps sur les graves dommages que causera à la sécurité alimentaire en Afrique l'expansion de l'épidémie du virus Ebola. « L'urgence sanitaire due au virus Ebola, qui affecte la Guinée, le Nigeria et la Sierra Leone », devient peu à peu une crise alimentaire qui affecte quelques 1,3 million de personnes, indique-t-on.

Mais, pour une fois, toute les mauvaises nouvelles et les mauvais chiffres ne se concentrent pas sur la seule et unique Afrique de toujours. Le continent présenterait même un tableau global en amélioration constante concernant la lutte contre la faim, même si les quelques bons exemples ne doivent pas cacher la masse des autres pays qui peinent à nourrir leurs propres populations. Le

Malawi s'est hissé, à coup de volontarisme politique, au tableau de l'excellence.

FAO, PAM et Fida soulignent que ce pays, « grâce à un gros investissement dans l'agriculture, a diminué la part de sa population souffrant de la faim de 45 à 20% ». Et cela même si par ailleurs, malnutrition et retards de croissance « affectent encore la moitié des enfants de moins de 5 ans », selon Mme Cousin. Mais il reste louable que les efforts engagés dans un pays où 84% de la population vit dans les campagnes, ont permis les résultats notables fortement augmenter la production de maïs, base alimentaire vitale des Malawites.

Le directeur de la FAO, M. Graziano da Silva, insiste : pour vaincre la faim il faut un engagement politique fort comme cela s'est vu en Amérique latine. Et particulièrement dans son pays, le Brésil, où « la famine n'existe plus grâce à une politique nationale cohérente malgré les changements de gouvernements ». Ainsi, l'engagement politique doit aussi se mettre au service de la stabilité. Car, a relevé le vice-président du FIDA John McIntire, les gens qui souffrent de la faim « n'ont besoin ni de pitié, ni de charité, mais de sécurité pour travailler et cultiver leurs terres ».

Lucien Mpama

LIONS CLUB

Visite du gouverneur de District 403 B1

Pour s'informer du quotidien et de la bonne marche des Clubs de la zone 242, le docteur Ernestine Gwet Bell, gouverneur de District, a rencontré les membres et sympathisants de sa circonscription. Avec les Lions de Brazzaville, le gouverneur a eu des échanges francs et fructueux sur leurs expériences respectives.

Le président de la zone 242, Belgaza Beyina, était également présent dimanche matin à cette rencontre. Elle a été marquée par deux temps forts. D'abord les discours : celui du président de la zone 242. C'est avec un grand honneur que ce dernier a eu le plaisir d'ouvrir les festivités. Il a rappelé la progression assez vertigineuse que connaît depuis l'année passée le lionisme en République du Congo. Il a ensuite dressé le tableau radiieux sur cette avancée au Congo qui, dira-t-il « En termes d'effectifs, actuellement il existe dix clubs, incluant un nouveau club auquel le gouverneur a remis la charte ainsi que deux jeunes clubs des Léos ».

Ensuite, la projection de deux documentaires qui pour l'essentiel a permis au gouverneur de présenter à l'auditoire présent les deux programmes intérimaires de l'organisation au plan des efforts à accomplir et des activités à mener pour cette année par le président international et de la sienne en tant que gouverneur de district. Clair et sans équivoque, elle a déroulé les avancées obtenues notamment sur le renouveau qui se fait au Congo depuis un an et a indiqué le nouveau cap. Sur un ton plein d'espoir, le gouverneur de district annonce que « l'année 2014 est placée sous de bons auspices pour les lions du Congo, notamment par l'obtention de deux subventions par la Fondation internationale LCIF : un financement de dix mille dollars qui a servi à la sensibilisation et un autre de vingt-cinq mille dollars en faveur de la formation des enfants qui va s'impliquer sur trois projets : le groupe des enfants de 5 à 9 ans ; le groupe des enfants de 10 à 14 ans et le groupe des enfants de 15 à 20 ans ».

Terminant sur la question, le docteur Ernestine Gwet Bell s'est expliqué : « C'est tout à fait extraordinaire, sept mois pratiquement, des clubs poussent comme des champignons ». Notons que le programme s'est poursuivi par la visite des différents clubs de Brazzaville.

Guillaume Ondzé



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
ASSURANCE MALADIE
ASSURANCE VOYAGE
ASSURANCE TRANSPORT
ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

Africonnect

TerraTech
le monde de l'informatique

Promotion spéciale

● Acer Aspire E1-570

Ordinateurs portables **acer**

● Acer Celeron (Couleur Rouge)
● Acer Celeron (Couleur Grise)

● Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse FONDERS, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratch-cg.com - Web: www.terratch-cg.com

LUTTE CONTRE EBOLA

Le fléau attédie les relations entre pays ouest-africains

Les mesures de prévention contre la propagation de l'épidémie d'Ebola par les pays non touchés, ont provoqué le refroidissement des relations entre les cinq pays ouest-africains affectés et leurs voisins. Les dirigeants des pays comme la Sierra Leone, Guinée Conakry, Sénégal, Libéria et Nigéria dénoncent un manque de solidarité.

Malgré l'appel lancé le 8 septembre dernier par l'Union africaine, d'ouvrir les frontières pour ne pas pénaliser les économies et les peuples des pays touchés, les mesures de restriction de voyages et de fermeture de frontières sont maintenues. L'UA avait demandé la levée rapide desdites mesures, notamment les suspensions de vols et les fermetures de frontières.

Pour le politologue sénégalais Mohamed Mbodj, certes, un manque de moyens peut justifier que certains pays ferment leurs frontières pour ne pas accueillir sur leur sol des malades qui sont souvent stigmatisés. « L'actuelle épidémie d'Ebola est un baromètre qui révèle comment chaque pays mène sa gouvernance politique et sanitaire. » « L'épidémie d'Ebola met à rude épreuve la solidité des principes de la libre circulation des personnes et des biens en Afrique de l'ouest et surtout le chemin qui reste à parcourir pour la concrétisation des Etats-Unis d'Afrique », a-t-il ajouté, soulignant la fermeture des frontières ne peut d'aucune manière être la solution

à l'épidémie Ebola dans la région ouest africaine.

L'ensemble des États de la région ouest-africaine doivent donc mutualiser les efforts de lutte contre l'épidémie a proposé Mohamed Mbodj. « Les pays menacés doivent coordonner leur politique sanitaire et les mesures préventives devront être communes et acceptées par tous », a-t-il insisté.

Pour aider les autorités des pays touchés à combattre la propagation du virus Ebola, Cuba a décidé de déployer 165 docteurs et infirmiers en Sierra Leone durant six mois. Ce personnel de santé sera déployé dans ce pays dès la première semaine du mois d'octobre et y resteront pendant six mois.

La France intervient aussi dans ces pays affectés. En effet, pas plus tard que le samedi 13 septembre, la secrétaire d'État française au Développement et à la Francophonie Annick Girardin s'était rendue à Conakry en Guinée pour apporter l'aide de la France à la Guinée dans sa lutte contre Ebola. Il s'agissait d'apporter le soutien moral, matériel et financier de la France au peuple guinéen. Pour ce qui est de l'assistance matérielle, elle comportait deux tonnes de matériel pour l'hôpital Donka, des masques, des gants, des tenues de protection et des gels antiseptiques. À cela s'ajoute une enveloppe de neuf millions d'euros pour mettre en place un nouveau centre de traitement et créer une antenne de l'Institut Pasteur.

Nestor N'Gampoula et Fiacre Kombo

Barack Obama demande au Congrès américain de débloquer 88 millions de dollars

D'après le journal Wall Street, dans sa parution de lundi, le président américain, qui a décidé de s'impliquer personnellement dans la lutte contre le virus Ebola, a demandé au Congrès américain de débloquer une enveloppe de 88 millions de dollars pour combattre sa propagation. Le vote doit avoir lieu cette semaine.

Cette enveloppe devrait permettre le contrôle de l'épidémie en Afrique de l'Ouest, le renforcement des compétences des systèmes de santé publique dans la région, en particulier au Liberia, le pays le plus touché, l'accroissement des capacités locales via une formation approfondie des personnels de santé, et enfin un soutien accru des organisations internationales telles que les Nations unies et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En attendant que cette somme soit disponible, Barack Obama va ce mardi 16 septembre, préciser son plan d'action contre l'épidémie lors d'une visite au Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) à Atlanta, en Géorgie. Ce plan vise entre autres à fournir du matériel médical aux pays les plus touchés comme le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée, d'où la maladie est apparue en janvier 2014. « Nous avions déjà prévu beaucoup de choses mais ce n'est pas suffisant. Le président a donc mis en place une stratégie plus ambitieuse et c'est

ce qu'il détaillera mardi », a souligné Lisa Monaco, la conseillère anti-terrorisme du président américain.

Wall Street précise que l'initiative du chef de l'Etat américain pourrait aussi comprendre l'envoi de nouveaux hôpitaux mobiles, de médecins et d'experts, de matériel médical ainsi que la mise en place de formations pour les personnels de santé locaux.

Si le Congrès américain pouvait donner son feu vert concernant cette importante somme recherchée par Barack Obama, cet argent permettra effectivement de concrétiser l'annonce faite la semaine dernière par les autorités américaines d'envoyer prochainement des moyens militaires, dont des unités de mise en quarantaine, pour aider les pays concernés à lutter contre le virus.

Selon des sources concordantes, les Etats-Unis devraient envoyer 3000 soldats en Afrique de l'Ouest pour lutter contre Ebola. Il s'agira principalement pour les militaires de construire de nouveaux centres de soins, mais

aussi de recruter et former le personnel. Dans ce même cadre, Washington entend former quelque 500 travailleurs sanitaires chaque semaine au Liberia. Et des kits de protection seront également distribués à 400 000 familles libériennes jugées vulnérables. L'opération devrait se concentrer sur le Liberia, avec un centre de commandement installé à Monrovia. C'est donc ce plan que Barack Obama doit présenter au siège des centres de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta.

Commentant ce plan, un responsable gouvernemental a dit que l'armée américaine « a des capacités uniques en termes de logistique, d'effectifs mobilisables, et d'intervention dans des environnements difficiles ». Outre des différents dons déjà effectués par les Etats Unis depuis le début de la crise sanitaire liée à Ebola, le président entend réclamer des engagements financiers et la fourniture de matériel et de personnel médicaux, lors d'un sommet de chefs d'Etat aux Nations unies la semaine prochaine, afin d'établir un plan de bataille international renforcé. L'administration américaine a déjà consacré 100 millions de dollars dans la lutte contre le virus.

N.N'G.

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE / 6ÈMES ASSISES DES YVELINES / SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Le Coup d'envoi de la programmation « Congo na biso »

En prélude de la journée des 6èmes Assises des Yvelines le 11 octobre, le collectif des associations congolaises pour les Assises a démarré une série de rencontres où le Congo sera à l'honneur

Par une journée studieuse et ensoleillée dédiée aux associations congolaises, Henri Lopes, ambassadeur du Congo en France et Jean-Marie Tétart, député des Yvelines, ont inauguré, samedi 13 septembre, les 6èmes Assises des Yvelines qui se dérouleront jusqu'au 17 octobre. Les Congolais, ont reçu le soutien des fédérations de la diaspora comme : Faderma, Racivs, GRDR, CFSI et le Forim.

Sur le thème « Se fédérer, être visible, agir mieux et agir plus : quel intérêt pour les associations de la société civile congolaise ? », les travaux se sont déroulés dans la salle des Arts de la Maison des associations de Saint-Germain-en-Laye. En présence d'Edith Itoua, conseillère auprès du Président de la République pour le département des Congolais de l'étranger, Edwige-Laure Mombouli, présidente du RICE, d'Arraut Massala, président du collectif des Assises et de plusieurs représentants d'associations, les experts associatifs ont

apporté leurs éclairages sur leurs expériences, depuis la création des associations, la sociologie des populations, à l'enracinement de celles-ci auprès des institutions des pays respectifs dans lesquels elles sont implantées.

Lors de son allocution, l'ambassadeur du Congo en France a salué la mutation de la diaspora congolaise. « Les Congolais sont devenus de véritables ambassadeurs de leurs pays d'accueil auprès de leurs compatriotes restés au pays. Ils sont aussi ambassadeurs dans le sens inverse ici, dans les pays d'accueil... C'est cela la nouvelle politique de coopération décentralisée... », a déclaré le diplomate congolais.

Au préalable, Arraut Massala a évoqué cette nouvelle implication de ses compatriotes. « C'est le fruit d'un travail collaboratif effectué étroitement entre le Conseil Général des Yvelines, l'Ambassade du Congo et le comité de préparation, constitué par le Collectif des associations de la société civile congolaise



Edith Itoua, conseillère auprès du Président de la République pour le Département des Congolais de l'étranger lors de la journée inaugurale des 6èmes Assises des Yvelines à Saint-Germain-en-Laye Crédit photos : Cyr Rodolphe Makosso by Ziana.TV

localisée et enregistrée dans les Yvelines, mis en place depuis janvier. L'objectif est de créer une fédération des associations congolaises », a-t-il expliqué.

Pour Jean-Marie Tétart, il est important pour un département d'avoir une action au niveau international et d'y associer les populations migrantes, souvent actrices tant de la vie yvelinoise

que du développement de leurs pays d'origine. « Car, le cas de la propagation du virus Ebola illustre bien que le développement durable ne peut pas être pratiqué en vase clos... », a martelé le député des Yvelines. Puis, encourageant les Congolais, il s'est engagé à les soutenir au regard de la volonté de s'appuyer sur l'expérience des fédé-

rations-ressources.

Au terme des travaux de la journée, entrecoupés par un repas composé de mets traditionnels du Congo, du Sénégal et du Maroc, Edith Itoua a souligné que le département des Congolais de l'étranger -DCE- attendait la mise en place de la fédération des associations congolaises. Le DCE aurait « un interlocuteur naturel », a précisé la conseillère. Et d'ajouter que, depuis sa prise de fonction, un travail pédagogique auprès des Congolais avait été entrepris pour expliquer quel serait l'apport de la diaspora. Une expertise de consultation est actuellement menée en vue de l'élaboration d'un document stratégique sur les propositions à présenter au Président de la République.

Un défilé de mode coloré de la collection de Brigitte Oba et un concert de musique animé par Dana, Jackson Babingui et Djeskin Loko-Massengo, ont clôturé les premières festivités des 6èmes Assises des Yvelines.

À bientôt pour les prochaines programmations : elles sont gratuites et se poursuivent jusqu'au 17 octobre

Marie Alfred Ngoma

Crédit Vacances / Voyages

FANS DE DOSSIER GRATUITS

Jusqu'à 6 000 000 FCFA*

BGFIBank vous accompagne dans vos vacances dans vos voyages

Durée de remboursement : 12 mois
Taux : 11%
Mise en place : 5 jours ouvrés (selon accord)
 Assurances pour l'annulation et le retard de départ
 (à souscrire)

Tel : +242 08 944 50 85/05 544 85 22
 +242 08 544 89 89/05 544 85 20
 Fax : +242 22 281 50 89/90
 Email : egypte@bgfi.com
www.bgfi.com

BGFIBank
 Votre partenaire pour l'avenir

INDUSTRIE ÉLECTRIQUE ÉLECTRONIQUE ÉNERGIES RENOUVELABLES

Du Maroc

« Action Lumière » offre de nombreuses opportunités d'affaires pour les entrepreneurs africains.

Plus de 85 entreprises marocaines seront présentes pour partager leurs expériences et initier ou développer des relations commerciales et d'investissement avec vous.

Les secteurs représentés seront : l'industrie, électrique, électronique et énergies renouvelables.

Rejoignez la dynamique des échanges intra-africains. Participez à ces rencontres d'affaires et tirez profit de ces nouveaux courants d'échanges avec le Maroc.

MADE IN MOROCCO

ACTION LUMIERE POUR UN PARTENARIAT GAGNANT GAGNANT

POUR PLUS D'INFORMATIONS, MERCI DE CONTACTER :
Mme. SAADANI
 saadani@marocexport.gov.ma
M. GHAZI
 ghazi@marocexport.gov.ma

CONGO | 26
 Brazzaville | SEPTEMBRE

Maroc Export
Fenelec
 FEDERATION NATIONALE DE L'ELECTRICITE DE L'ELECTRONIQUE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le pape exhorte au retour de la paix

Le Souverain pontife a salué dimanche le déploiement de la force onusienne en Centrafrique.

Le pape François est fortement revenu sur les thèmes de la paix et de la guerre samedi et dimanche derniers. Rendant une visite historique samedi à un cimetière militaire du nord-est de l'Italie, à Redipuglia, le Souverain pontife s'était déjà élevé contre l'absurdité de la guerre. « *La guerre est une folie. Son plan de développement est la destruction de ce que Dieu a créé de plus beau : l'être humain* ».

Et dimanche, lors de la prière mariale de l'Angélus Place Saint-Pierre, le chef de l'Église catholique s'est étonné que la

leçon de la Première guerre mondiale ne porte pas, qu'il y a une Deuxième guerre mondiale et de nombreux autres conflits qui se poursuivent même de nos jours. « *Mais, quand donc, apprendrons-nous la leçon de l'histoire ?* » Quand l'homme du 21^e siècle cessera-t-il de reproduire les folies meurtrières des siècles passés ? La guerre n'est jamais la solution, a fortement martelé encore le pape dimanche, cette fois à propos de la République centrafricaine. Saluant l'installation dans le pays de la force de l'ONU de maintien de la paix,

le pape François a souhaité que « *la violence cède le pas le plus rapidement possible au dialogue, que les parties opposées laissent de côté les intérêts particuliers et œuvrent pour que chaque citoyen, quelle que soit son ethnie ou sa religion, puisse coopérer à l'édification du bien commun* ».

Le Souverain n'entend visible-ment pas que la crise centrafricaine devienne aussi une crise des croyants, accentuant le climat d'une République centrafricaine où les tensions peuvent d'un moment à l'autre devenir des tensions entre religions. « *Séléka* » et « *Anti-balaka* » sont des réalités nouvelles semblant sortir de nulle part dans

une nation qui ne s'était pas signalée jusqu'ici par ce type de violences.

Dans une autre adresse à des responsables religieux réunis à Anvers vendredi dernier, le pape François appelait les religions du monde à s'unir contre la guerre. Il écrivait notamment : « *La guerre est un massacre insensé ; elle entraîne les gens dans une spirale de violences difficiles à maîtriser ; elle met à néant ce que des générations ont mis longtemps à bâtir* ». Et il ajoutait que « *le temps est venu* » pour que les croyants s'impliquent dans le devoir d'éteindre les incendies allumés par la démesure de l'homme et favorisent, plus

que jamais, les conditions de la coexistence pacifique des humains.

C'est pourquoi le pape a dit fortement espérer que le déploiement de la mission de l'ONU en Centrafrique, lundi, soit « *pour favoriser la pacification et protéger la population civile qui souffre les conséquences d'un conflit en cours* ». Le Vatican salue cette initiative qui relève du devoir de solidarité qu'il ne cesse d'invoquer pour un monde qui semble aller à la dérive. « *J'encourage les efforts de la communauté internationale qui vient aider les Centrafricains de bonne volonté* », a dit le pape dimanche.

Lucien Mpama

BOUAR

Les leaders religieux en quête de cohésion sociale

Des leaders religieux ont été entretenus durant deux jours sur la question de la cohésion sociale. Les participants vont, à l'issue de cette activité, sensibiliser la population de la localité sur le maintien de la paix et de la cohésion sociale. Une initiative de l'ONG Catholique Relief Service (CRS).

L'objectif de cette rencontre est d'amener les leaders religieux à s'impliquer davantage et sans division, dans le processus de rétablissement de la paix et de la cohésion sociale dans la ville de Bouar en particulier et dans la préfecture de la Nana-Mambéré en général. Monseigneur Armando, évêque du Diocèse de Bouar affirme que la cohésion sociale « est l'union en Jésus-Christ » et remercie le Catholique Relief Service d'avoir appuyé cette assise.

« *Les leaders religieux sont les artisans de la paix. Car c'est grâce à eux que certaines filles et fils de la Nana-Mambéré ont la paix aujourd'hui* », a relevé le préfet de la Nana-Mambéré, Frédéric Wagonda. Il demande par ailleurs à ces leaders de pousser leurs adeptes à contribuer au processus de rétablissement de la paix de cette localité. De son côté, Shan Youssouf, Secrétaire Général de la Communauté Islamique et participant à cet atelier, a exprimé le souhait de sa communauté qui n'est rien d'autre que la paix. « *Nous voulons la paix rien que la paix, car elle n'a pas de prix. Il faut que tous, nous l'acceptons gratuitement* », a-t-il dit.

La crise militaro-politique en Centrafrique a fortement affecté les communautés musulmane et chrétienne qui vivaient pourtant en symbiose.

MBOKI

Une attaque de la LRA fait des otages et des vivres emportés

Cinq personnes ont été prises en otage et des biens emportés le lundi, aux environs de 4 heures du matin par des éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony. Les éléments de la LRA ont attaqué le village Maboussou, une localité située à 45 kilomètres de la ville de Mboki sur l'axe Zemio. Après avoir parcouru quelques kilomètres, quatre autres personnes ont été libérées.

Un opérateur radio rencontré à Mboki raconte les faits : « *Ils sont arrivés dans le village aux environs de 4h du matin. Ils ont pris en otage cinq personnes dont 3 hommes et 2 jeunes filles d'une dizaine d'années. Après quelques kilomètres de marche, ils ont libéré quatre personnes et le plus âgé d'entre ces otages est maintenu par ces rebelles* », a témoigné un opérateur radio joint depuis le village Maboussou.

Le même témoin a aussi souligné que « *ces hommes étaient lourdement armés et ils étaient au nombre de 50, ils parlent anglais, Souahili, Lingala, arabe et d'autre parlent le sango* ».

Ces hommes armés ont pris la direction nord du village avec une importante quantité de vivres pillés dans le village. Aucune force de sécurité ne s'est encore lancée à leur poursuite.

BANGUI

Remise des commissariats réhabilités par le PNUD au gouvernement

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a remis ce lundi 15 septembre trois commissariats réhabilités et équipés au gouvernement centrafricain. Ceci dans le cadre du projet de renforcement de l'Etat de Droit. Les autres commissariats de Bangui et trois brigades de gendarmeries vont aussi être réhabilités.

Il s'agit des commissariats de 1^{er}, 2^e et 6^e arrondissement qui sont déjà réhabilités. La cérémonie de cette remise a eu lieu dans les locaux du commissariat du 2^e arrondissement de Bangui, en présence de la présidente de la transition, Catherine Samba Panza et du secrétaire général adjoint, chargé des opérations de maintien de la paix à l'ONU, Hervé Lasdous qui a effectué une mission pour le lancement des forces onusiennes en Centrafrique.

Selon Catherine Samba Panza, il

est important de relancer les activités des commissariats afin de lutter contre les braquages qui prennent de l'ampleur dans la capitale. « *Dans la ville de Bangui, la violence a changé de forme. Il n'y a plus d'affrontement entre les groupes armés mais on note l'augmentation du phénomène de braquage à main armés, qui mérite d'être combattu avec rigueur, notamment par le renforcement de la présence de la police et de la gendarmerie dans une logique de police de proximité*

» et par la réactivation et le renforcement de la chaîne pénale », a noté Catherine Samba Panza.

Elle poursuit ses propos en indiquant que la réactivation de la chaîne pénale passe par la réouverture des brigades de gendarmerie et commissariats de police et l'intensification des patrouilles. « *Le redéploiement robuste de la police dans le 2^e arrondissement de la ville de Bangui est rendu possible par les actions de financement des Nations unies* », a-t-elle relevé.

Des sources proches du PNUD indiquent que le coût total de ces travaux s'élèverait à 2.500.000 dollar américain. Tous ces commissariats ont été détruits lors des événements du 24 mars et du 5 décembre 2013.

Des élèves du lycée technique démarrent les épreuves du Baccalauréat

Huit cent neuf candidats au baccalauréat technique ont démarré les épreuves écrites le lundi 15 septembre. Jusqu'à ce matin aucun incident n'a été signalé, selon le président du centre, le Professeur Jean Claude Azoumaye.

« *Les candidats sont repartis dans douze salles de classes avec soixante élèves par classe et deux surveillants* », a affirmé le

président du centre n° 10, le Professeur Jean Claude Azoumaye. Il précise par ailleurs que la composition se déroule sans incident majeur. « *Sauf que certains candidats sont absents, deux ou trois absents par classe* ».

Certains candidats ont affirmé que les sujets sont abordables. Les épreuves composées le lundi sont le français, l'histoire géographie et

l'anglais. « *Les sujets sont très faciles par rapport au devoir de classe. Je suis très sûr de décrocher mon examen* », a dit d'un ton sûr, Change Eloge, élève en classe de Terminal G3.

Le chef du centre, Jean Claude Azoumaye a affirmé que les candidats absents seront disqualifiés. Cet examen s'inscrit dans l'année académique 2013-2014.

Une partie de la population du 8^e arrondissement sous pression des Anti-Balaka

Les déplacements des Anti-Balaka avec des armes de tous calibres dans les quartiers de Damala1, 2, et Damala centre, situés dans le 8^e arrondissement de la ville de Bangui et la commune de Bégoua, plongent les habitants de ces zones urbaines dans la peur. Ils empêchent également leur libre circulation dans la soirée.

« *Ces hommes en armes n'ont aucun respect à l'égard des autorités locales* », indique un chef de quartier. Les éléments des Anti-Balaka du 8^e arrondissement et des secteurs de Damala se promènent quotidiennement avec des armes de guerre de tous calibres. Selon un des chefs des quartiers précités, « *le chef de quartier de Damala a été arrêté et séquestré*

par les Anti-Balaka, samedi 13 septembre. Il a été libéré par les forces multinationales dans la soirée », a-t-il témoigné.

Ce chef de quartier précise qu'à partir de 19 heures, la circulation sur les axes menant à Don Bosco est compromise par la présence de ces miliciens. « *Nous ne pouvons plus nous déplacer le soir pour aller d'un point à un autre, sans être victimes d'une éventuelle exaction, de braquages des personnes assimilées à des Anti-Balaka* », a-t-il expliqué.

Emotion Namsio, porte-parole des Anti-Balaka, joint par le RJDH, indique que « *ce ne sont pas de vrais Anti-Balaka qui sont auteurs des exactions sur la population, mais plutôt*

des braqueurs qui ont fui les lieux de détention ». « *Nous avons déferé à la gendarmerie pour enquête, plusieurs cas similaires. Les Anti-Balaka ne sont pas des ennemis de la population, mais des patriotes, il n'y a pas de personnes malintentionnées qui agissent au nom des Anti-Balaka* », a-t-il ajouté.

La journée du 11 septembre avait été mouvementée au quartier Combattant, dans le 8^e arrondissement de la ville de Bangui. Une mésentente entre des Anti-Balaka basés dans le secteur avait fait deux morts et mis en débandade les commerçants du marché Combattant.

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA PROSPECTIVE

MINISTÈRE DU BUDGET ET DES
COMPTES PUBLICS



COMMUNIQUE

EMISSIONS DES OBLIGATIONS DU TRESOR ASSIMILABLES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC AU TITRE DE L'ANNEE 2014

Dans le cadre de ses interventions sur le marché des titres publics à souscription libre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), l'Etat Gabonais prévoit d'émettre des obligations du Trésor assimilables (OTA) d'un montant maximum de 50 milliards de FCFA, pour ses besoins de financement. Cette opération a été autorisée par la loi de finances rectificatives 2014, adoptée par le Parlement à la fin du mois de juillet 2014.

La mobilisation de ces emprunts se fera, sur la période d'août à décembre 2014, à travers deux (2) émissions d'OTA, la première étant prévue pour le 24 septembre 2014.

Les ressources que l'Etat Gabonais entend lever sont destinées aux crédits de paiement des projets routiers du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) 2012-2016 inscrits dans la loi de finances rectificatives de l'année 2014.

Les investisseurs institutionnels, les entreprises et les particuliers désirant acquérir les titres émis par la République Gabonaise sont invités à se rapprocher des établissements bancaires agréés en qualité de Spécialistes en Valeurs du Trésor de l'Etat Gabonais. Il s'agit de :

ETABLISSEMENT	ADRESSE
AFRILAND FIRST BANK	Place de l'Indépendance BP 11834 Yaoundé (Cameroun)
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON	Avenue du Colonel Parant BP 2241 Libreville (Gabon)
BGFIBANK GABON	Boulevard de l'indépendance BP 2253 Libreville (Gabon)
CREDIT DU CONGO	B.P 2470 Brazzaville (Congo)
ECOBANK CAMEROUN	Boulevard de la Liberté BP 582 Douala (Cameroun)
ECOBANK CENTRAFRIQUE	Place de la République BP 910 Bangui (Centrafrique)
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE AU CAMEROUN	Avenue Mgr Vogt BP 700 Yaoundé (Cameroun)
STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	1143 Boulevard de la Liberté BP 1784 Douala (Cameroun)
UNION BANK OF CAMEROON LIMITED	Immeuble Kassap BP 15569 Douala (Cameroun)
UBA CAMEROON	Boulevard de la Liberté BP 2088 Douala (Cameroun)
UNION GABONAISE DE BANQUE	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville (Gabon)

Fait à Libreville, le **26 AOUT 2014**

Le Ministre de l'Economie et de la Prospective


Christophe AKAGHA-MBA

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics


Christian MAGNAGNA

FECOFOOT

La FIFA ne peut pas trancher sur les candidatures invalidées

C'est ce que souligne la réponse de l'instance mondiale de football aux candidats têtes de listes à l'élection au bureau exécutif de la fédération nationale de la discipline.

« Après avoir analysé les faits rapportés dans votre correspondance, nous sommes dans l'obligation de vous informer que cette affaire semble présenter un caractère exclusivement interne qui ne tombe pas sous la compétence des organes de la FIFA », souligne le courrier de l'instance mondiale du sport en guise de réponse. Le Collectif des candidats têtes de listes à la l'élection de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) n'a donc pas obtenu gain de cause auprès de la FIFA qui « ne peut pas intervenir dans ce dossier », renchérit par ailleurs le document.

Jacques Gambou, Benito Amouzoud et Mouanda-Dibala dont il s'agit principalement ont sans nul doute faussé dans la procédure. D'autant plus que la FIFA ne communique, en règle générale, qu'à travers ses Associations Membres : la Fécofoot pour le Congo. Ces candidats devraient normalement passer par la fédération nationale pour saisir la FIFA puisque la commission de recours existe à cet effet. Chose inimaginable pour ces derniers qui, malheureusement, avaient mis en crise la crédibilité de la commission électorale ainsi que l'invalidation de leurs candidatures prononcée par celle-ci.

Pourtant, pour le président de ladite commission, Abel Nzala, le faux et usage de faux, dossiers incomplets et incompatibles sont des raisons ayant motivé la décision. Le Collectif des candidats têtes de listes ne voyaient que tricherie dans cette façon de faire. Heureusement que l'ombre de loi notamment du code électoral (statuts de la FIFA et de la Fécofoot) a plané sur le dossier jusqu'à révéler certaines irrégularités du côté des candidats dont les dossiers n'ont pas été validés. Point de discorde entre les deux parties. Pour marteler sur leur position irréductible, le Collectif convoquait les présidents des clubs des ligues 1 et 2 à prendre part à une conférence qu'il devrait tenir le 16 septembre 2014 à Brazzaville.

À dire vrai la décision de la FIFA est insusceptible de modification si seulement les candidats non retenus ne recourent pas à la Fécofoot pour ressaisir l'instance mondiale du sport roi. Une procédure que ces derniers refuseront d'adopter, sans nul doute. Ils pourraient s'effrayer un chemin vers le Tribunal arbitral de Lausanne pour faire entendre leur voix. Seulement, le temps presse. L'élection est prévue pour le 4 octobre prochain à Owando dans le département de la Cuvette. Le public sportif national attend de voir quelle sera la réaction des candidats non retenus avant que les urnes ne donnent le verdict final.

Rominique Nerplat Makaya

FOOTBALL

Le week-end des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora en France

National, 6^e journée

Grosse désillusion à Amiens qui menait 2-1 face à Luçon avant de s'incliner 2-3 à La Licorne. Si Matt Moussilou n'était pas qualifié, Marvin Baudry a débuté sur le banc avant de rentrer en jeu à la 63^e. Dans le camp adverse, Rahivi Kifoueti, auteur d'une belle frappe à la 22^e, était

Quand Christoffer Mafoumbi est là, Le Pontet ne perd pas. De retour dans les buts pontetiens, l'international congolais s'est montré décisif aux 23^e et 34^e minutes face à Villefranche-sur-Saône. Avec ce succès 2-0, Le Pontet remonte à la 4^e place.

Monaco et Dylan Bahamboula



Dzon Delarge et Bernard Itoua étaient titulaires lundi soir

titulaire et a été remplacé à la 83^e.

Le Poiré-sur-Vie et Clevid Dikama, titulaire, partagent les points avec Bourg-Péronnas (2-2). Le club vendéen est 12^e.

CFA, 5^e journée

Groupe A

Et de sept buts pour Kévin Koumba, qui ouvre le score à la 13^e minute pour la réserve de Lille, finalement tenue en échec par Dieppe (1-1).

Groupe B

Viry-Châtillon et Dalnath Miaoudila, titulaire, sont tenus en échec à domicile par Fleury-Mérogis (1-1).

Drancy concède le match nul face à Aubervilliers (1-1) et reste en queue de classement avec 7 points. Titulaire, Rudy Mpassi a joué toute la rencontre.

Groupe C

s'inclinent à Montpellier (0-1). Le jeune attaquant franco-congolais était titulaire et a été remplacé à la 55^e.

Groupe D

Le FC Lorient et Denis Bouanga s'imposent à Tarbes (2-1). Et caracolent et tête du classement avec 18 points.

Ted Lavie était titulaire lors du match nul du Stade Bordelais face aux Herbiers (0-0).

Titulaire, Jules Iloki a été remplacé à la 80^e lors de la victoire de Nantes à Plabennec (0-2).

Coupe de France, 3^e tour

Buire-Hirson l'emporte à Guise (3-1) avec une passe décisive d'Ismaël Gakou sur l'ouverture du score. Mais l'attaquant ivoiro-congolais a été contraint de quitter l'aire de jeu à la 30^e. Jush Mahindou a joué milieu relayeur avant de terminer au poste de latéral droit. Aligné en défense centrale, Jules Ondjalo a joué tout le match, mais

souffre d'une douleur musculaire à la cuisse droite. Et sera indisponible pendant plusieurs jours. Trésor Mboundou, lui, n'a pas joué. Ailly-sur-Somme se qualifie face à Saint-Just (2-1). Garcia Ikouma et Chirel Ngakosso ont participé à ce succès. Qualification facile de l'AFL Mende de Destin Onka et Yann Kombo face à Trèbes, qui évolue en DHR. Actif, Kombo a délivré deux passes décisives lors du carton de son équipe (4-0).

Grèce, 3^e journée, 1^{re} division

Bernard Itoua-Onanga fête sa première titularisation lundi soir lors du déplacement du FC Plataniias chez l'Ergotelis Heraklion. Aligné en défense centrale, il a grandement contribué à la victoire de son équipe dans le derby de Crète sur un score sans appel de 3-0. Avec cette première victoire, le FC Plataniias, qui avait encaissé 5 buts lors des deux précédentes journées, lance enfin sa saison et remonte à la 11^e place. L'ancien Auxerrois n'a pas manqué ses débuts.

Israël, 2^e journée, 2^e division

Romarc Etou, titulaire, et le Beitar Tel Aviv s'inclinent sur le terrain de l'Ironi Kiryat Gat (0-1). Notons que le Beitar a été réduit à 10 à l'heure de jeu. Avec 3 points, le Beitar est 7^e au classement.

République tchèque, 7^e journée, 1^{re} division

Le Slovan Liberec de Dzon Delarge, titulaire, partage les points avec le leader, le Viktoria Plzen (1-1). Combatif, à l'image de son carton à la 36 pour une faute sur Limbersy qui filait au but, Delarge avait pour consigne de fermer le couloir droit face au latéral gauche de la sélection tchèque. Une frappe excentrée à la 38^e, mais le gardien adverse s'est bien couché. Remplacé à la 66^e, alors que le score était acquis.

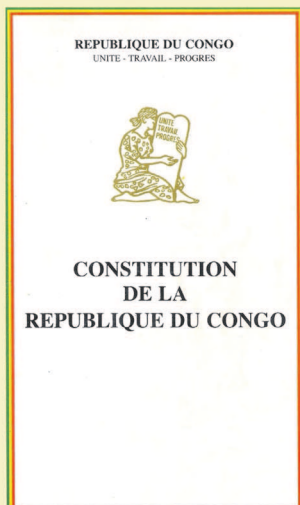
Camille Delourme

VIENT DE PARAÎTRE

Claude-Richard M'BISSA

Débat sur la Constitution
du 20 janvier 2002
au Congo

Enjeux sociaux et stratégies politiques



Débat sur la Constitution du 20 janvier 2002 au Congo



L'Harmattan - Congo

Lieux de vente : La librairie Les Dépêches de Brazzaville, les Éditions L'Harmattan Congo et chez l'auteur (Tél. 05 536 61 85 / 06 688 38 30)

IN MEMORIAM

17 septembre 2011 - 17 septembre 2014

Aujourd'hui encore, de sa mort survenue brutalement, après exactement 3 ans déjà, jour pour jour, dans nos têtes, cela fait bouillonner que d'énigmes.

Papa Grégoire Telandy dit « Tedy » disait toujours que Dieu est fidèle, et nous accorde toujours ce qui de droit nous revient. Pour lui, rien dans l'existence, ne revêtait autant d'importance, que l'intégrité, la personnalité, et la foi en ce qui est bien et bien sûr en Dieu.

Une messe d'action de grâce sera dite en sa mémoire le 17 septembre 2014 à 6h00 en l'église Saint Pierre Claver de Bacongo.

A Dieu, sa confiance et sa foi à toute épreuve et à ses enfants, petits enfants, l'amour dans toutes ses manifestations.

Que son âme repose en paix !



MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD-CADRE ET DE LA RÉOLUTION 2098

Les parties prenantes invitées à une contribution effective

Pour les organisations membres du Groupe de travail pour le suivi de la mise en œuvre de cet accord, il y a « encore du chemin à faire ».

Aux termes de l'analyse du degré de mise en œuvre des engagements souscrits dans l'Accord, le deuxième rapport du Groupe de travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et la Résolution 2098 de l'ONU publiée le 16 septembre note, en effet, que le respect/application de ces engagements est à « géométrie variable », selon que l'on se situe au niveau de la RDC, du côté des États de la région ou au niveau de la communauté internationale.

Ce rapport souligne quelques progrès réalisés, en termes d'avancées, au niveau de la RDC, plus de dix-huit mois après la signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Mais, ont continué ces ONG, beaucoup d'efforts restent encore à accomplir. « Des six engage-

ments renouvelés du gouvernement de la RDC, seuls la réforme du secteur de sécurité, la consolidation de l'autorité de l'Etat, le développement des infrastructures et la promotion des objectifs de la réconciliation connaissent un début de réalisation », ont-elles soutenu.

Parlant du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des groupes armés nationaux et étrangers, encore actifs dans l'est du pays, le Groupe de travail note que les contradictions, dans l'approche à adopter entre le gouvernement congolais et la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) concernant les actions à entreprendre pour aboutir à la neutralisation et/ou à la reddition des groupes armés et milices locales, constituent autant des problèmes pour la mise en œuvre du volet DDR/DDRRR prévu par l'Accord-cadre.

Ce rapport ne souligne pas, par ailleurs, d'avancées significatives, en ce qui concerne la réforme de la Justice, « étant précisé que la Cour constitu-

tionnelle n'est pas encore installée, en dépit de la nomination de ses neuf membres ». Par conséquent, est-il expliqué, la Cour suprême de justice continue d'exercer les attributions des Cours constitutionnelle, de cassation et celles du Conseil d'État, avec des limites techniques et logistiques avérées.

Le Groupe de travail a aussi déploré le caractère sélectif de l'application de la Loi n° 14/006 portant amnistie pour des faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques. « *En d'autres mots, cette loi a plus profité aux membres de groupes armés, en l'occurrence les Bakata Katanga et le M23, qu'aux personnes détenues ou condamnées pour des faits politiques ou d'opinion* », a soutenu cette structure.

Un fossé entre les textes et les actes posés

Au chapitre de la décentralisation, les organisations membres du Groupe de travail ont déploré le fossé existant

entre les textes, les décisions et les actes, concrets à poser. « *Le transfert des compétences et des ressources financières constituent toujours la pomme de discorde entre le pouvoir central et les provinces* », ont-elles déploré.

Alors que sur la « promotion des objectifs de la réconciliation nationale, de tolérance et de démocratisation », le Groupe de travail est d'avis qu'avec la tenue des Concertations nationales, le processus de réconciliation marquait ses premiers pas. Cependant, a-t-il marqué, la non-application de la plupart des résolutions et recommandations de ces assises semble avoir entamé la crédibilité de ce début de processus de réconciliation.

Dans ses conclusions, ce deuxième rapport du Groupe de travail a demandé à la communauté internationale de quitter le mode urgence, dans les interventions et actions à mener, pour s'inscrire dans la durabilité et prétendre ainsi à des résultats escomptés. Alors qu'il a aussi exhorté les organi-

sations internationales et les Envoyés spéciaux à une contribution effective à la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098.

Ce deuxième rapport du Groupe de travail intitulé « Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 (2013) : encore du chemin à faire !!! » est une évaluation à mi-parcours par ces organisations qui se sont appesanties sur les limites de la « liturgie de la parole », tout en revenant sur les avancées enregistrées après la publication du rapport préliminaire du 24 février 2014, notamment les actes qui peuvent être qualifiés de concrets et capables de susciter des espoirs.

Ce rapport de cinquante-neuf pages part des observations antérieures formulées dans le rapport précédent pour s'interroger sur ce qui a réellement changé, c'est-à-dire ce qui a été fait de plus, ce qui ne l'a pas été, ce qui a connu ou pas quelques avancées.

Lucien Dianzenza

DROITS DE L'HOMME

Quinze membres de la coordination nationale de la FSPD outillés sur le team building

Par cette formation, l'ONG est devenue une force politique dans la réforme politique et la défense des droits et libertés fondamentales des femmes en RDC et au-delà.

L'atelier organisé le 14 septembre au centre Béthanie, à Gombe, a permis à l'ONG Femmes solidaires pour la paix et le développement (FSPD) à acquérir de nouvelles compétences et des changements en termes des systèmes structurels, des procédures de gestion organisationnelle, des cultures, des stratégies et prises de décision. La formation, qui constitue le troisième volet du projet « Plaidoyer des femmes sur les droits de l'Homme et libertés fondamentales à l'est de la RDC », a permis aux participants, membres du groupe cible primaire, d'apprendre à constituer une bonne équipe et comment imprimer un esprit permettant à l'équipe de fonctionner correctement. Les travaux ont également tourné sur la gouvernance démocratique des associations et leur conformité à la loi.

« Cette formation nous a outillés afin que nous fassions fonctionner nos associations de manière digne, conformément à la loi. La particularité de cette formation ce qu'on nous a fait comprendre qu'une association doit fonctionner conformément à la loi et doit avoir un statut, un règlement intérieur, les manuels de procédures, les contrats pour les membres qui y travaillent et les statuts du personne, qui définissent les tâches de chacun », a souligné un des participants.

Une suite logique dans la formation

L'atelier du centre Béthanie est une suite logique de deux premières formations organisées précédemment dans le cadre du même

projet mené par Femmes Africa solidarité et FSPD et financé par l'Union européenne.

Après l'analyse organisationnelle de l'ONG FSPD, cette dernière a, en effet, bénéficié de deux sessions de formation sur la bonne gouvernance et le renforcement institutionnel.

La FSPD travaillant en réseautage avec les organisations et réseaux, le troisième volet de cette formation permettra à la coordination nationale FSPD de fournir un appui à la mise en œuvre de ce projet tant au niveau national que des points focaux. Cette formation, ont noté les organisateurs, continuera, comme les deux précédentes, à clarifier la relation de travail entre la coordination et ses dix points focaux au cours de l'exécution du projet en cours et d'autres projets que cette ONG aura à exécuter.

Décrivant la situation des femmes et des droits de l'Homme, en général, à l'est de la RDC, FAS et FSPD ont conçu ce projet de plaidoyer des femmes sur les droits de l'Homme et libertés fondamentales afin de contribuer à l'accès des femmes aux instances décisionnelles pour leur donner la possibilité d'agir en tant qu'agents actifs.

Ce projet, souligne-t-on, permet également aux organisations de la base de contribuer directement à l'amélioration de la situation des droits de l'Homme sur le terrain. « Cette action financée par l'Union européenne et l'ONU-Femmes permet aux bénéficiaires de plaider efficacement auprès des partenaires locaux, nationaux et régionaux en vue d'atténuer la situation et contribuer ainsi directement à aider la société civile à devenir un moyen efficace pour la réforme politique et la défense des droits humains en RDC », ont expliqué les organisateurs.

Lucien Dianzenza

OPÉRATION DE CHANGE

Bientôt l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation

La Banque centrale du Congo (BCC) poursuit, entre-temps, avec la sensibilisation des opérateurs économiques sur toute l'étendue de la RDC sur cette nouvelle réglementation qui sera en vigueur dès le 25 septembre.

À l'issue de la 8e réunion ordinaire du comité de politique monétaire, le gouverneur de la BCC, Deogratias Mutombo, a précisé qu'en attendant le 25 septembre, les équipes sont sur le terrain pour assurer la vulgarisation, surtout en provinces, tout en soulignant que toutes les mesures sont prises par l'institut d'émission et le gouvernement pour asseoir la dédollarisation afin de redonner au franc congolais toute sa force et lui permettre de remplir ses fonctions de moyen de paiement et d'unité de compte. Il y a lieu de signaler que la nouvelle réglementation consacre le franc congolais comme monnaie de transaction sur le territoire national. Toutefois, le gouverneur de la BCC

n'interdit pas les transactions en monnaie étrangère. « *La monnaie nationale est consacrée comme principale monnaie mais il n'est pas interdit de détenir ou de dénouer les opérations en monnaie étrangère sur le territoire national. La nouvelle réglementation stipule bien sûr que les transactions sur le territoire national se dénouent en monnaie nationale, mais il y a une disposition qui ajoute que les transactions en monnaie étrangère peuvent également être effectuées sur le territoire national suivant un accord express des parties de lors que les parties au contrat, au marché, à l'opération de change se conviennent de faire des transactions en monnaie étrangère, on n'a pas à les embêter* », a-t-il indiqué, tout en précisant que les mesures prises pour promouvoir le franc congolais ne sont pas coercitives ni policières mais plutôt incitatives, voire participative.

Cependant, Deogratias Mutombo a annoncé l'interdiction stricte de fran-

chir les frontières nationales avec un montant égal ou supérieur à 10.000 de dollars, au risque d'être frappée d'une amende de 50% du montant détenu.

À en croire le patron de la BCC, cette nouvelle réglementation présente plusieurs avantages, notamment sur le plan social où elle consacre l'exclusivité de paiement en monnaie nationale entre résidents, pour les prestations se rapportant aux opérations ayant une incidence sur le vécu quotidien de la population. Il s'agit du loyer de bail d'immeuble à usage résidentiel, des crédits à court terme octroyés aux ménages, des frais médicaux, scolaires et de consommation d'eau et d'électricité à usage domestique.

Tandis que sur le plan financier, cette réglementation qui s'inspire des pratiques internationale, prend en compte l'évolution de l'environnement interne et externe de l'économie congolaise, en l'occurrence le projet de dédollarisation.

Gypsie Oïssa

RDC-RSA

Vers une stratégie industrielle inclusive concertée

La partie congolaise veut expérimenter l'expertise sud-africaine dans sa réflexion sur le mode d'implantation des Zones économiques spéciales (ZES), a-t-on appris en marge de la sixième édition du forum République sud-africaine (RSA)-République démocratique du Congo (RDC) qui se tient à Kinshasa du 15 au 17 septembre sur le thème « L'initiative du commerce et de l'investissement ».

À travers ce partage d'informations sur l'épineuse question des ZES, l'idée est d'arriver à en faire un projet véri-

tablement rentable pour le pays. Et forcément les autorités congolaises veulent se donner toutes les chances de réussir cette transformation. Il y a même des avancées, notamment la publication de la loi sur les ZES, une étape importante dans le développement du projet.

En effet, grâce à la Loi, il sera possible désormais d'espérer une émergence de la RDC à l'horizon 2030, projette le ministère de l'Industrie, Petites et Moyennes entreprises. Mais il y a bien d'autres défis dans le secteur agricole, notamment les projets d'envergure comme le Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo qui bénéficie déjà de l'expertise et de la technologie sud-africaine.

Sur ce point, il se dégage une volonté commune de travailler dans le sens d'une stratégie industrielle inclusive et durable concertée pour assurer une croissance économique basée sur l'industrialisation et le commerce international des produits industriels et des services indispensables à la réduction de la pauvreté. D'emblée une invitation tacite est faite aux opérateurs économiques congolais et sud-africains de venir investir massivement dans les ZES. La tâche est rendue d'autant plus facile qu'il existe désormais un Guichet unique de création d'entreprise qui marque un pas de plus dans la voie de l'amélioration du climat des affaires en RDC.

Laurent Essolomwa

FESTIVAL TOSEKA

La troisième édition prévue du 25 au 30 août 2015

Le festival est désormais associé à « Juste Pour Rire », leader mondial de l'humour et organisateur des plus grands festivals du rire au monde.

Les contours de l'organisation de la prochaine édition de « Toseka » ont été dévoilés au public au cours d'une conférence de presse organisée le 16 septembre à l'hôtel Memling, en présence du ministre de la Culture, Beauoin Banza Mukalay. « Nous souhaitons faire de Toseka le plus grand festival d'humour d'Afrique et pérenniser l'événement », a fait savoir Ados Ndombasi, coordonnateur général de l'ASBL Waato Balabala qui organise le festival. Pour sa part, Gilles Morin, directeur général Europe du groupe « Juste pour rire », a estimé que c'est l'engagement fort des différents partenaires qui fera de « Toseka » le plus grand festival d'humour d'Afrique. Cet effort structurant, combiné au sérieux des partenaires, a-t-il déclaré, sera bénéfique pour le rayonnement culturel de la RDC. De son côté, le ministre provincial de la culture a rappelé que la tenue du festival « Toseka » est une occasion de



parler en bien de la ville de Kinshasa. Il a également émis le vœu d'institutionnaliser le festival afin que cet événement soit soutenu par l'État sur tous les plans notamment financier. Clôturant la série d'interventions, le ministre Banza Mukalay a déclaré que l'organisation du festival « Toseka » démontre que des entreprises viables peuvent être initiées dans le secteur culturel. En outre, a-t-il noté, le festival Toseka peut contribuer à la cohésion nationale et améliorer l'image du pays.

Un nouveau souffle

Après deux éditions organisées avec grand succès en 2012 et 2013, le festival a fait une pause afin de se préparer au mieux, indique l'organisation. Le retour de « Toseka » pour 2015 est marqué par le partenariat conclu avec « Juste Pour Rire ». « Cette collaboration soutenue par l'Organisation internationale de la Francophonie se traduira par les conseils, l'aide et les échanges d'expériences entre les équipes de Juste pour rire et de Toseka afin de placer Kinshasa à la place

qui lui revient sur la carte des capitales mondiales de l'humour », expliquent les organisateurs. Outre le partenariat, le festival innove également en passant à cinq jours alors que les éditions précédentes s'étaient étalées sur trois jours. « Un nouveau virage est amorcé, tout passe à la vitesse supérieure. En élargissant son spectre en 2015 avec une journée réservée aux professionnels et différents ateliers ouverts au public, Toseka/Juste pour rire ouvre une nouvelle perspective aux événements se

déroulant en Afrique et se place de facto en position de force pour devenir un festival incontournable », souligne-t-on du côté de l'organisation.

Par ailleurs, le projet ne s'arrêtera pas aux cinq jours de festivité prévus pour l'année prochaine. Des ateliers, des formations, des projets télévisés et des échanges internationaux se dérouleront tout au long de l'année 2015-2016 jusqu'à la nouvelle édition du festival. « Le projet s'inscrit dans une démarche pérenne destinée à donner un souffle nouveau à la culture en RDC et en Afrique », souligne-t-on. Fort de ses trente-deux années d'expérience, « Juste Pour Rire » se propose de renforcer les ponts artistiques structurels entre Kinshasa et les villes où le leader mondial de l'humour travaille déjà, notamment Montréal, Bruxelles et Lyon. Ce qui permettra de créer un circuit pour les artistes francophones. Toseka/Juste pour rire, précise-t-on, ambitionnent ainsi à générer de nouveaux talents congolais et africains à Kinshasa pour les faire ensuite rayonner par delà les frontières.

Dani Ndungidi

C1-DEMI-FINALE ALLER

Mazembe et V.Club en veillée d'armes avant d'affronter Entente Sétif et CS Sfaxien

Les Corbeaux du TP Mazembe sont en stage de quatre jours à Accra au Ghana et vont rejoindre Sétif en Algérie le jeudi pour se mesurer à l'Entente Sétif, le 20 septembre en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique. V.Club, pour sa part, a bouclé les rencontres amicales de préparation et s'entraîne en interne avant d'accueillir, le 21 septembre, au stade Tata Raphaël de Kinshasa, le CS Sfaxien de Tunisie.

Les deux clubs congolais demi-finalistes de la Ligue des champions, le TP Mazembe de Lubumbashi et l'AS V.Club de Kinshasa ont intensifié leur préparation avant d'affronter leurs adversaires, respectivement l'Entente Sétif d'Algérie et le Cercle Sportif Sfaxien de Tunisie. Après ses derniers matchs amicaux de préparation (5-0 contre MK, 2-2 face à Don Bosco), le TP Mazembe séjourne à Accra au Ghana pour un stage de quatre jours avant de rejoindre Sétif en Algérie le 18 septembre. Cette rencontre de demi-finale aller de la C1 africaine est prévue pour le 20 septembre au stade du 8 Mai de Sétif en Algérie. Le coach Patrice Carteron a amené vingt-six joueurs à Accra pour ce match. C'est au terme du stage d'Accra qu'il va faire le point de son groupe.

De son côté, l'AS V.Club va accueillir, le 21 septembre au stade Tata Raphaël de Kinshasa, le CS Sfaxien de Tunisie dans l'autre demi-finale aller. Les Dauphins Noirs entraînés par Florent Ibenge affûtent leurs armes à Kinshasa au travers des rencontres amicales. Récemment, les joueurs de Florent Ibenge ont laminé ceux du FC Système (club évoluant au championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa-Epifkin-) par six buts à zéro, avant de s'imposer sur TC Elima de Matadi (qui prépare le championnat national de football) par trois buts à deux et sur Arc-en-ciel (club promu au championnat de l'Epifkin) par un but à zéro, une réalisation du milieu organisateur international Héritier Luvumbu Nzinga. Ces deux rencontres, a souligné le coach Florent Ibenge, sont les dernières jusqu'au match du dimanche contre CS Sfaxien. Le club va continuer à s'entraîner en interne et s'affermir au niveau moral.



Mazembe et V.Club préparent les demi-finales aller de la Ligue des champions

On rappelle que c'est pour la première fois que deux clubs de la RDC accèdent simultanément en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique. Mazembe et V.Club se sont qualifiés dans le groupe A, aux dépens d'Al Hilal du Soudan et Zamalek d'Égypte. Et l'on est sur le point de vivre une finale de la Ligue des champions totalement congolaise au cas où les deux équipes passaient le cap de demi-finales.

Martin Enyimo

DIVISION 1

Coup d'envoi du tournoi qualificatif à Bukavu, Mbuji-Mayi et Bandundu

Trois sites ont été retenus pour les matchs du tournoi qualificatif pour accéder à la Division 1 (le championnat national de football). Sur le site de Bukavu, Capaco et Kabasha vont ouvrir le débat le 17 septembre.

Sur les autres sites, notamment à Mbuji-Mayi et à Bandundu Ville, la compétition s'amorce le 18 septembre. Et le 19 septembre à Mbuji-Mayi, AS Bantous entraînée par Andy Magloire Futila sera opposé à l'AS Saint-Luc de Kananga. Sur le site de Bandundu, on

Balende (Mbuji-Mayi), OC Muungano (Bukavu), AS Dauphin Noir (Goma) et US Tshinkunku (Kananga). Et la poule B de l'AS V.Club (Kinshasa), DC Motema Pembe (Kinshasa), FC MK (Kinshasa), Shark XI FC (Kinshasa), SC Rojolu (Kinshasa), TC Elima (Matadi), AS Nika (Kisangani) et CS



Vue d'un match de la Division 1

On note qu'à Mbuji-Mayi, AS Bantous sera aux prises avec AS Saint-Luc de Kananga le 19 septembre. Ce tournoi concerne les clubs champions des onze ligues provinciales. Quatre clubs seulement s'extirperont de cette étape pour accéder en Division 1 qui se jouera cette saison avec vingt équipes, et non seize comme par le passé.

Les rencontres du tournoi qualificatif pour la montée au championnat national de football (Division 1) débutent le 17 septembre, indique le calendrier rendu public par la Fédération congolaise de football association (Fécofa) à cet effet. On rappelle que ce tournoi qualificatif concerne les clubs champions des ligues provinciales réparties sur trois sites de compétitions. Sur le site de Bukavu, l'AS Capaco du Nord-Kivu et l'AS Kabasha de Goma au Nord-Kivu également ouvrent les hostilités

retrouve des équipes comme Saint-Hyppolite, Racing club de Kinshasa (champion de l'Entente provinciale de football de Kinshasa), etc. Notons que ces équipes ont été regroupées sur la base de proximité géographique afin de diminuer le coût exorbitant des voyages des équipes d'une province à une autre pour disputer des rencontres. Les trois premiers de trois sites de compétitions, et le meilleur deuxième de trois sites accéderont de facto au championnat national de football qui est à sa 20^e édition en cette saison 2014-2015. Ces quatre clubs rejoindront les seize clubs déjà retenus pour la Division 1 et réparties en deux poules. La poule A est composée de TP Mazembe (Lubumbashi), FC Saint-Éloi Lupopo (Lubumbashi), FC Lubumbashi Sport (Lubumbashi), CS Don Bosco (Lubumbashi), SM Sanga

Makiso (Kisangani). Rappelons que le nombre de clubs participant à la première phase de la Division est passé de seize à vingt pour cette saison 2014-2015. À la fin de la première phase, les cinq premiers de chaque poule vont disputer le play-off de dix équipes qui vont s'affronter en aller et retour en formule championnat. Et l'équipe qui totalisera le plus grand nombre de points sera sacré championne du Congo 2015. Les deux premiers clubs défendront les couleurs nationales en Ligue des champions de la Confédération africaine de football (CAF) en 2016. Le troisième club du classement définitif et le vainqueur de la 52^e édition de la Coupe du Congo de football vont disputer la Coupe de la confédération de la CAF en 2016.

M.E.

MESSAGE

Rassemblement Citoyen, le RC



**Le courage de faire bouger
les choses, pour plus
de justice, c'est
le RC...**

**... Mais, c'est ensemble que
nous pourrons tout.**

Rejoignez-nous.

Votez le RC !

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Les travaux du lycée de Mpaka sont toujours arrêtés

Neuf salles de classe et une salle de TIC (technologies de l'information et de la communication) étaient en construction dans le lycée de Mpaka par l'entreprise 3LC. Malheureusement, depuis quelques mois, ces travaux ont été arrêtés sans qu'aucune explication ne soit donnée.



Le nouveau bâtiment en construction, crédit photo «Adiac»

Le lycée de Mpaka présente aujourd'hui un tableau noir. Pas de mur de clôture, manque de salle de classe depuis très longtemps, etc., la situation ne cesse d'inquiéter au fil des années. Pour permettre un bon déroulement des cours l'année dernière, la direction de ce lycée a été contrainte de louer quelques salles de classe dans l'enceinte de l'école primaire Marien-Ngouabi, située à quelques mètres du lycée. Une situation qui n'arrange guère

les enseignants ni même les élèves. Pourtant, c'est ce même lycée qui a bénéficié de l'attention de l'État qui a inscrit la construction de neuf salles de classe et d'une salle de TIC (technologies de l'information et de communication). Le marché a été confié à l'entreprise 3CL. Sauf que l'arrêt brutal de ces travaux a été un choc pour les populations environnantes et les élèves bénéficiaires. Celles-ci comme ceux-là croyaient déjà voir le lycée de Mpaka

banni de tous les problèmes quotidiens : pléthore des élèves, insuffisance de salles de classe mais également manque de mur de sécurisation. « Nous sommes déjà à quelques jours de la rentrée scolaire, nous demandons donc au gouvernement de relancer les travaux du lycée de Mpaka afin de permettre aux enfants de travailler plus sereinement », ont dit quelques parents rencontrés, mardi 16 septembre à Mpaka.

Prosper Mabonzo

ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE DU CONGO

Une nouvelle paroisse ouverte à Pointe-Noire

La cérémonie de dédicace de la paroisse Mont Sinaï du Km4, dans le 1^{er} arrondissement Emery Patrice Lumumba à Pointe-Noire, a eu lieu le 14 septembre en présence du pasteur Patrice Nsouami, président de l'Église évangélique du Congo, des autorités de la ville, du corps ecclésiastique et des représentants de conseil œcuménique des églises.

La dédicace est intervenue après une semaine de retraite spirituelle qui a regroupé les fidèles de l'église évangélique du Congo autour des vertus de l'amour, de l'amitié et de l'entente fraternelle. « Cet édifice n'est pas pour un homme mais pour l'éternel Dieu », tel est le thème de la dédicace du temple Mont Sinaï que le pasteur Patrice Nsouami a consacré. Il a axé sa prédication autour des vertus d'amour, de paix et de justice à cultiver dans son ministère. « La dédicace est un événement assez fort qui traduit le dynamisme d'une communauté parce que le temple, c'est le fruit des efforts concrets des fidèles. Quand les missionnaires se sont installés au Congo, ce sont eux

qui construisaient les églises et les temples dont nous nous servions pour louer Dieu. Mais depuis la période de l'autonomie c'est-à-dire le 15 Juillet 1961, c'est l'église elle-même qui s'arrange à bâtir les édifices ».

La paroisse Mont Sinaï du Km 4 est l'une des treize paroisses du Consistoire de Pointe-Noire. Elle a une histoire jalonnée de beaucoup de péripéties. L'édifice dédié à trois niveaux: une salle centrale, deux plateaux avec mezzanine, une salle de réunion, trois bureaux de chaque côté, un baptistère. Il contient 1600 places. Les travaux qui ont duré 15 ans et financés sur fonds



Une vue de la paroisse Mont Sinaï du Km4 crédit photo «Adiac»

propres ont coûté 360 millions FCFA. La cérémonie a été agrémentée par les groupes tels les Kilombo (paroissial et cadets), les chorales (paroissiale, Voix de l'espérance) et de la fanfare Mpaka.

Hervé Brice Mampouya

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

CAN 2015 / FOOTBALL

Claude Le Roy publie une liste de 36 présélectionnés

Fort des résultats obtenus lors des deux premières journées des éliminatoires, Claude Le Roy a élargi la liste des joueurs présélectionnés pour les deux matchs face à l'Afrique du Sud, à Pointe-Noire, le 10 octobre, et à Polokwane, le 14 octobre.

En dehors de Kibamba et Mokouka, tous les joueurs sélectionnés face au Nigeria et au Soudan sont présents. Blessés en septembre, Lépicié et Binguila sont sur la liste comme Fabrice Ondama, qui bénéficie de « la main tendue » de Claude Le Roy. Rappelons que l'attaquant congolais est en conflit avec le WAC, où il ne semble pas enclin à honorer sa dernière année de contrat. Une mauvaise habitude qui continue de plomber la carrière du meilleur joueur de la CAN junior 2007. Optimiste quant à leur décision

finale, le staff a couché le nom des « hésitants », Brice Samba junior et Christopher Maboulou. On retrouve également les revenants Christopher Samba et Junior Makiessé ou les nouveaux, Jordan Massengo, Yannick Loemba et Kévin Koubemba, le serial-butteur lillois (7 buts en 4 matchs de CFA). Soulignons aussi la présence de Lorry Nkolo, Atoni Mavoungou et Grâce Itoua. La surprise du chef concerne le jeune et talentueux Yhoan Andzouana. En effet, le Monégasque avait disputé la CAN U17

en mars 2013 au Maroc, où il avait été, avouons-le, très mal géré et utilisé par le staff de Basile Ekariki. Pour Claude Le Roy, l'âge d'Andzouana, 17 ans, n'importe pas : « Avec moi, Samuel Eto'o a joué la Coupe du monde à 17 ans et demi... Le talent compte plus que l'âge ». La liste des 36 Diables rouges présélectionnés

Gardiens : Christoffer Mafoumbi (Le Pontet/CFA/France), Chanel Massa (AC Léopards), Brice Samba junior (Marseille/Ligue 1/France), Pavelh Ndzila (Étoile du Congo)

Défenseurs : Boris Moubio, Sagesse Babele et Dimitri Bissiki (AC Léopards), Francis Nganga

(Charleroi/1re division/Belgique), Marvin Baudry (SC Amiens/National/France), Igor Nganga (FC Aarau/1re division/Suisse), Christopher Samba (Dynamo Moscou/1re division/Russie), Maël Lépicié (Royal Antwerp/2e division/Belgique), Bernard Itoua Onanga (FC Plataniyas/1re division/Grèce), Arnold Bouka Moutou (SC Angers/Ligue 2/France), Grâce Itoua (FC Kondzo), Atoni Mavoungou (CNFF)

Milieu : Delvin Ndinga (Olympiakos/1re division/Grèce), Prince Oniangué (Reims/Ligue 1/France), Julssy Boukama Kaya (Recreativo Libolo/1re division/Angola), Césaire Gandzé, Junior Makiessé (AC Léopards), Yhoan Andzouana (AS Monaco/CFA/France), Hardy Bin-

guila (Diables Noirs), Christopher Maboulou (SC Bastia/Ligue 1/France), Jordan Massengo (RAEC Mons/2e division/Belgique)

Attaquants : Silvère Ngavoula (AS Patronage), Fodé Doré (CFR Cluj/1re division/Roumanie), Franci Litsingi (FK Teplice/1re division/République tchèque), Thievy Bifouma (UD Almeria/1re division/Espagne), Ladislav Douniama (EA Guingamp/Ligue 1/France), Kader Bidimbou (AC Léopards), Saira Issambet (CNFF), Kévin Koubemba (Lille/CFA/France), Yannick Loemba (RAEC Mons/2e division/Belgique), Fabrice Ondama (WAC/1re division/Maroc), Lorry Nkolo (Diables Noirs)

Camille Delourme

INTERVIEW

Yannick Loemba : « Je suis pressé de pouvoir prouver que le choix du coach est le bon »

Présent sur la liste des 36 joueurs appelés par Claude Le Roy, qui circule depuis hier dans les médias, Yannick Loemba se présente aux lecteurs congolais. Le « flanc gauche », tel que l'on désigne les ailiers gauches en Belgique, livre sa joie d'avoir l'occasion de faire ses preuves chez les Diables rouges.

Les Dépêches de Brazzaville : Yannick, tu es sur la liste des 36 Diables rouges présélectionnés par Claude Le Roy pour les matchs du mois d'octobre face à l'Afrique du Sud. Heureux ?
Yannick Loemba : Oui, forcément heureux et fier. J'attendais ce mo-

disait de ne pas baisser les bras, de continuer à travailler...

LDB : Le manque d'exposition de la seconde division belge a pu être un handicap. Peux-tu décrire ton profil aux lecteurs et aux supporters congolais qui ne te connaissent pas encore ?

YL : Je suis un flanc gauche (Ndlr : ailier gauche) mais je peux aussi jouer au milieu. Mes points forts sont la vitesse, la capacité de débordements et la percussion. Après, je suis moins à l'aise dans le jeu aérien.

LDB : Sur la plupart des sites sportifs, tu es classé comme Belge. Quel est ton lien avec le

joueurs de l'équipe ?

YL : Personnellement, je ne connais que Jordan Massengo, mon coéquipier à Mons qui est également présélectionné, et Maël Lépicié, que j'ai déjà croisé. Et je suis le frère de Romaric Etou, qui est désormais en Israël, puisque nos mères sont sœurs.

LDB : Les Diables rouges, c'est un rêve depuis toujours ?

YL : j'y ai souvent pensé, même si, comme mes amis de RDC, on parlait aussi de la sélection belge. Finalement, avec le temps qui passe, on prend la bonne orientation : le pays de nos parents. Beaucoup de joueurs en Belgique ont choisi les



Dribbleur, Yannick Loemba aime déborder sur son flanc gauche (crédits photo Eric Ghislain - La Province)

ment avec impatience et je suis pressé de pouvoir prouver que le choix du coach est le bon. Ça fait quatre ans que je suis professionnel (Ndlr : 65 matchs, 11 buts et 5 passes décisives) et je me suis parfois interrogé en voyant des joueurs divisions inférieures être appelés. Je ne comprenais pas, mais dans ces moments-là, le coach Ngoya (Ndlr : Jean-Elie) me

Congo ?

YL : Je suis Congolais puisque je suis né à Brazzaville. Je suis arrivé en Belgique à l'âge de huit ans. J'ai de l'attachement pour la Belgique, mais mon pays, c'est le Congo. Je suis d'autant plus fier de pouvoir en porter les couleurs.

LDB : Connais-tu déjà des

Léopards ces derniers temps, comme Hervé Kagé, Neeskens Kebano. C'est comme ça qu'on fera d'autres équipes fortes comme la Côte d'Ivoire ou le Cameroun. C'est ainsi que l'on fera progresser le football africain.

Propos recueillis par Camille Delourme

TAEKWONDO

La Corée du Sud prête à encadrer les Diables rouges

Les experts taekwondais de la Corée du sud, pays où cet art martial a été inventé, ont garanti des formations aux Congolais. Ceci, pourvu que le Congo mette les moyens.



Le président de la Fécotae en compagnie du grand maître Ku Jong Hoe

« Nous sommes prêts à recevoir vos athlètes au Taekwondowon training center pour mieux affûter leurs armes, sur le plan technico-tactique, en vue des Jeux africains de 2015 (...) pourvu que vous assumiez votre part de responsabilité en réunissant les moyens... », a déclaré le grand maître Ku Jong Hoe, 9^e dan de la discipline. Il s'adressait là, au président de la Fédération congolaise de Taekwondo (Fécotae), Stanislas Mbys, qui a récemment pris part à la cérémonie d'ouverture officielle dudit centre, considéré comme le plus grand au monde en ce qui concerne le taekwondo voire les autres arts martiaux. Bénéficier d'une formation de qualité, dans le pays où le taekwondo a été créé, est une occasion que les Diables rouges de la discipline ne devraient pas manquer. D'autant plus que leur défi d'être multi médaillés aux Jeux africains qu'ils livreront à domicile nécessite une préparation à la mesure de l'ambition. D'ailleurs, bien avant les Jeux africains, ils prendront part à nombre de compétitions dont la Coupe du monde francophone. La Fécotae multiplie donc les contacts pour décrocher le maximum de formations possible. Le cas de la Corée du Sud en dit long.

Sous l'angle de la préparation, le

président de la Fécotae a souligné l'avantage d'être encadrés par les experts d'un pays qui ne prend pas part à la même compétition que ses athlètes. « (...) Ce n'est pas toujours bon de suivre une formation sous la houlette des techniciens d'un pays dont les athlètes seront aux prises avec nous sur les tatamis des Jeux africains », a-t-il déclaré en substance. Une manière d'avouer qu'une éventuelle formation en Corée du Sud est la meilleure option. Le président de la fédération mondiale de taekwondo, Chungwon Choue, a saisi la même occasion pour présenter à Stanislas Mbys tant d'autres avantages pour les athlètes congolais d'être internés au Taekwondowon training center. Le gouverneur de la ville Muju, Shong Ha Jin, où ce grand center est installé attend à bras ouverts l'arrivée des athlètes congolais.

La Fécotae habituée à se débattre pour décrocher de telles offres ose croire que les moyens ne feront pas défaut au risque de compromettre l'ambition de rapporter des médailles au pays puisque le succès en sport dépend en majeure partie de la préparation. Si la Corée du Sud est prête, le Congo devrait jouer sa partition.

Rominique Nerplat Makaya